

d'enveloppe communique à l'agence la partie du budget qui sera affectée comme un budget de trésorerie. Le capital de fonctionnement est arrondi à la centaine. L'agence détermine le montant du capital de fonctionnement.

L'agence ajuste le capital de fonctionnement dans les trente jours après réception de l'état de frais à concurrence des frais correctement prouvés qui y sont mentionnés. Le bénéficiaire d'enveloppe peut introduire au maximum cinq états de frais par an. L'agence peut ajuster le capital de fonctionnement au maximum cinq fois.

Les états de frais doivent être introduits avant le 1<sup>er</sup> novembre 2016. Les états de frais introduits tardivement auprès de l'agence ne sont pas éligibles à une indemnité.

L'application du présent article ne peut avoir comme effet que le budget qui est mis à disposition par l'agence est dépassé pour l'année 2016.

L'agence arrête les modalités en matière de mise à disposition du capital de fonctionnement et de prise en considération des états de frais.

L'agence recouvre le capital de fonctionnement, visé à l'article 8, alinéa premier, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2016.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Les situations d'urgence qui ont été demandées auprès de l'agence après le 31 décembre 2015 et avant le 1<sup>er</sup> avril 2016, en application de l'arrêté du 27 mars 2009 sont approuvées, et qui expireront dans la période du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 août 2016 inclus sont prolongées automatiquement d'une période de 22 semaines lorsque l'agence a constaté, sur la base des informations fournies par la personne handicapée, son représentant et la personne de contact régie de soins, que la situation d'urgence continue à exister à l'issue du délai de dix semaines, visé à l'article 3, § 2, de l'arrêté du 27 mars 2009. L'agence évalue la subsistance de la situation d'urgence sur la base des critères visés à l'article 30 de l'arrêté du 27 novembre 2015.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2016.

**Art. 11.** Le Ministre flamand ayant l'aide aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29341]

#### 30 JUIN 2016. — Décret rendant applicable aux maîtres et professeurs de religion le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et portant diverses mesures en matière de titres et fonctions

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les termes « à l'exception des maîtres et professeurs de religion » sont supprimés.

**Art. 2.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes « soit en fonction religion (REL) » sont insérés après les termes « soit en fonction morale non confessionnelle (MOR). ».

**Art. 3.** A l'article 17 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est ajouté un paragraphe 4 libellé comme suit :

« § 4. Le « specifieke leraaropleiding » délivré par un établissement de la Communauté flamande correspond à un CAP et/ou une AESS délivrée par la Communauté française ».

**Art. 4.** Dans le titre I, chapitre IV, du même décret, il est inséré une section III<sup>bis</sup> intitulée : « Section 3bis : Dispositions particulières pour les fonctions de religion et de morale non confessionnelle ».

**Art. 5.** Dans la section 3bis, insérée par l'article 3, il est inséré un article 24bis rédigé comme suit :

« Art. 24bis. Sans préjudice des dispositions des sections 1 et 2 du présent chapitre, pour chaque fonction religion déclinée selon les différents cultes reconnus, il est créé un certificat en didactique du cours de religion propre à un culte reconnu. Ce certificat est sanctionné par les Universités ou par les Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et comporte au minimum 20 crédits. Le Gouvernement est habilité à reprendre ce certificat comme composante disciplinaire d'un titre de capacité requis, suffisant ou de pénurie visé à l'article 16.

Complémentairement à l'application des dispositions des sections 1 et 2 du présent chapitre, pour la fonction morale non confessionnelle, il est créé un certificat en didactique du cours de morale non confessionnelle. Ce certificat est sanctionné par les Universités ou par les Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et comporte au minimum 20 crédits. Le Gouvernement est habilité à reprendre ce certificat comme composante disciplinaire d'un titre de capacité requis, suffisant ou de pénurie visé à l'article 16. ».

**Art. 6.** Dans la section 3bis, insérée par l'article 3, il est inséré un article 24ter rédigé comme suit :

« Art. 24ter. Les membres du personnel ne peuvent être désignés, engagés ou recrutés dans une fonction religion que s'ils sont en possession du visa émanant de l'autorité du culte concerné.

Le Gouvernement arrête le modèle et les modalités de délivrance du visa visé à l'alinéa précédent. ».

**Art. 7.** A l'article 27 du même décret, il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« De plus, pour les fonctions religion, les candidats ne pourront être répertoriés dans l'application visée à l'alinéa précédent que s'ils sont en possession du visa émanant de l'autorité du culte concerné »

**Art. 8.** A l'article 30 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, est ajouté un troisième alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 17<sup>o</sup> du présent décret, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, les périodes du 1<sup>er</sup> au 7 juillet et du 16 au 31 août sont assimilées à des jours ouvrables scolaires. ».

**Art. 9.** A l'article 32 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française sont ajoutés un § 3 et un § 4 rédigés comme suit :

« § 3. A titre transitoire pour les membres du personnel en fonction dans le pouvoir organisateur au cours de l'année scolaire 2015-2016, par dérogation à la règle de la priorisation des porteurs de titres suffisants sur les porteurs de titres de pénurie, un porteur de titre de pénurie, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire 2016-2017 et les années scolaires suivantes, dans la même fonction à la condition suivante: avoir exercé cette fonction, à concurrence d'une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins la moitié des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance, l'année scolaire précédente durant 150 jours pour l'enseignement organisé par la Communauté française et l'enseignement officiel subventionné, 180 jours pour l'enseignement libre subventionné, calculé selon les règles statutaires. Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 240 périodes

L'exercice de cette dérogation ne peut porter préjudice à un membre du personnel porteur d'un titre requis ou suffisant pour cette même fonction, candidat pour cette fonction, l'exerçant ou l'ayant exercée au sein du pouvoir organisateur à concurrence d'au moins une demi-charge et des mêmes conditions d'ancienneté mais acquises au cours des trois dernières années scolaires.

§ 4. A titre transitoire pour les membres du personnel en fonction dans le pouvoir organisateur au cours de l'année scolaire 2015-2016, par dérogation à la règle de la priorisation des porteurs de titres de pénurie sur les porteurs de tout autre titre, un porteur d'un titre de la catégorie inférieure au titre de pénurie, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire 2016-2017 et les années scolaires suivantes, dans la même fonction à la condition suivante : avoir exercé cette fonction, à concurrence d'une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins la moitié des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance, l'année scolaire précédente durant 150 jours pour l'enseignement organisé par la Communauté française et l'enseignement officiel subventionné, 180 jours pour l'enseignement libre subventionné, calculé selon les règles statutaires. Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 240 périodes.

L'exercice de cette dérogation ne peut porter préjudice à un membre du personnel porteur d'un titre requis, suffisant ou de pénurie pour cette même fonction, candidat pour cette fonction, l'exerçant ou l'ayant exercée au sein du pouvoir organisateur à concurrence d'au moins une demi-charge et des mêmes conditions d'ancienneté mais acquises au cours des trois dernières années scolaires. ».

**Art. 10.** A l'article 39 du même décret, le 10<sup>o</sup> est complété par les termes suivants : « et de remettre au Gouvernement un avis portant sur les mesures transitoires adéquates visant à protéger les droits acquis des membres du personnel concerné en cas de modification des grilles horaires et/ou des accroches cours-fonctions ».

**Art. 11.** Dans l'article 263 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour les accompagnateurs CEFA, la disposition prévue à l'alinéa premier s'opère d'office auprès du pouvoir organisateur dont dépend l'établissement-siège du CEFA concerné. ».

**Art. 12.** A l'article 264 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour cette/ces nouvelles fonctions » ;

2<sup>o</sup> A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour la/les nouvelle(s) fonction(s) » ;

3<sup>o</sup> A l'alinéa 2, les mots « 240 périodes » est remplacé par les mots « 40 périodes » ;

4<sup>o</sup> L'alinéa 3 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les périodes de congés, absences ou disponibilités prolongent à due concurrence les trois années scolaires visées au point 2<sup>o</sup> » ;

5<sup>o</sup> In fine, est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Pour les maîtres spéciaux de seconde langue dans l'enseignement fondamental, en cas de scission de fonction, les mêmes règles sont d'application et le membre du personnel est réputé nommé ou engagé à titre définitif dans la/les langues qu'il a exercé(es). »

**Art. 13.** A l'article 266 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « ou de pénurie » sont insérés entre les termes « titre de capacité requis ou suffisant » et les termes « pour la nouvelle fonction » ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les termes « ou de pénurie » sont insérés entre les termes « titre de capacité requis ou suffisant » et les termes « pour la nouvelle fonction ».

**Art. 14.** A l'article 274, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes « ainsi qu'aux articles 5bis et 13 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971, » sont insérés après les termes « arrêté royal du 22 mars 1969 ».

**Art. 15.** Dans l'article 275 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est inséré un nouvel alinéa 2 libellé comme suit :

« Pour les accompagnateurs CEFA, la disposition prévue à l'alinéa premier s'opère d'office auprès du pouvoir organisateur dont dépend l'établissement-siège du CEFA concerné ».

**Art. 16.** Dans l'article 277 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est inséré un nouvel alinéa 2 libellé comme suit :

« Pour les accompagnateurs CEFA, la disposition prévue à l'alinéa premier s'opère d'office auprès du pouvoir organisateur dont dépend l'établissement-siège du CEFA concerné ».

**Art. 17.** A l'article 278 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour cette/ces nouvelles fonctions » ;

2° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour la/les nouvelle(s) fonction(s) » ;

3° A l'alinéa 2, les mots « 240 périodes » est remplacé par les mots « 40 périodes » ;

4° In fine, est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Pour les maîtres spéciaux de seconde langue dans l'enseignement fondamental, en cas de scission de fonction, les mêmes règles sont d'application et le membre du personnel est réputé nommé ou engagé à titre définitif dans la/les langues qu'il a exercé(es). ».

**Art. 18.** A l'article 279 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour cette/ces nouvelles fonctions » ;

2° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « suffisants ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour la/les nouvelle(s) fonction(s) » ;

3° A l'alinéa 2, les mots « 240 périodes » est remplacé par les mots « 40 périodes » ;

4° L'alinéa 3 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les périodes de congés, absences ou disponibilités prolongent à due concurrence les trois années scolaires visées au point 2° » ;

5° In fine, est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Pour les maîtres spéciaux de seconde langue dans l'enseignement fondamental, en cas de scission de fonction, les mêmes règles sont d'application et le membre du personnel est réputé nommé ou engagé à titre définitif dans la/les langues qu'il a exercé(es). ».

**Art. 19.** A l'article 280 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour les nouvelles fonctions » ;

2° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « suffisant ou de pénurie » sont insérés entre les mots « titre de capacité requis et les mots « pour la/les nouvelle(s) fonction(s) » ;

3° A l'alinéa 2, les mots « 240 périodes » est remplacé par les mots « 40 périodes » ;

4° L'alinéa 3 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les périodes de congés, absences ou disponibilités prolongent à due concurrence les trois années scolaires visées au point 2° » ;

5° In fine, est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Pour les maîtres spéciaux de seconde langue dans l'enseignement fondamental, en cas de scission de fonction, les mêmes règles sont d'application et le membre du personnel est réputé nommé ou engagé à titre définitif dans la/les langues qu'il a exercé(es). ».

**Art. 20.** Au chapitre 2 du titre III du même décret, il est inséré un article 280*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 280*bis*. Pour l'application des articles 23 et 31 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, valorisables selon les règles en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés l'avoir été dans la nouvelle fonction correspondante selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel sont réputés avoir introduit leur candidature dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 23 et 31 du décret du 10 mars 2006 précité. ».

**Art. 21.** A l'article 281 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « ou de pénurie » sont insérés entre les termes « titre de capacité requis ou suffisant » et les termes « pour la nouvelle fonction » ;

2° à l'alinéa 2, les termes « ou de pénurie » sont insérés entre les termes « titre de capacité requis ou suffisant » et les termes « pour la nouvelle fonction ».

**Art. 22.** A l'article 282 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « ou de pénurie » sont insérés entre les termes « titre de capacité requis ou suffisant » et les termes « pour la nouvelle fonction »,

2° à l'alinéa 2, les termes « ou de pénurie » sont insérés entre les termes « titre de capacité requis ou suffisant » et les termes « pour la nouvelle fonction ».

**Art. 23.** A l'article 284 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les puériculteurs visés par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française bénéficient également de la disposition prévue à l'alinéa précédent. ».

**Art. 24.** A l'article 285 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 9° est modifié comme suit :

a) les mots « cinq », « cinquième » et « 3 dernières années » sont remplacés respectivement par « trois », « troisième » « 3 dernières années scolaires » ;

b) les phrases « Ces membres du personnel seront réputés au 1<sup>er</sup> septembre 2016 comme étant porteur d'un titre qui donne droit, sans limitation de temps, à l'octroi d'une subvention-traitement pour l'exercice de la fonction concernée, au sens de l'article 34, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité. Pour avoir droit à un engagement à titre définitif dans la même fonction pour laquelle ils possèdent ce titre, ils devront cependant l'avoir exercée pendant cinq années scolaires consécutives » sont ajoutées. ;

2° il est inséré un 10° rédigé comme suit :

« 10° Les puériculteurs visés à l'article 28, § 1<sup>er</sup> alinéa 1, § 2 alinéa 1, § 3 alinéa 1 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. ».

**Art. 25.** Au chapitre 2 du titre III du même décret, il est ajoutée une section 5 intitulée : « Section 5 : Dispositions transitoires propres aux fonctions de religion et de morale non confessionnelle ».

**Art. 26.** Dans la section 5, insérée par l'article 9, il est inséré un article 293bis rédigé comme suit :

« Article 293bis. § 1<sup>er</sup>. - Par mesure transitoire, et au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2019, les titres suivants peuvent tenir lieu du certificat visé à l'article 24bis du présent décret :

A. Culte protestant

1° Enseignement secondaire du degré supérieur :

a) le diplôme de licencié en théologie protestante délivré par la Faculté de théologie protestante de Bruxelles;

b) le diplôme d'agrégé d'enseignement religieux protestant du degré secondaire supérieur;

c) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;

d) le diplôme de professeur d'école normale, de licencié en pédagogie, de licencié en sciences pédagogiques, de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques et de licencié en sciences de l'éducation;

e) le grade légal ou scientifique de licencié ou d'ingénieur obtenu après quatre années d'études dans une université, une faculté ou un centre universitaire;

f) le certificat d'études en vue de l'enseignement religieux délivré après quatre années d'études par la Faculté de théologie protestante de Bruxelles.

2° Enseignement secondaire du degré inférieur :

a) le diplôme d'agrégé d'enseignement religieux protestant du degré secondaire inférieur;

b) le diplôme de candidat en théologie protestante délivré après deux années par la Faculté de théologie protestante de Bruxelles;

c) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;

d) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale ;

e) le diplôme, à titre légal ou scientifique, de candidat délivré après deux années d'études par une université, une faculté ou un centre universitaire;

f) le diplôme de capacité pédagogique, ou le certificat de compétence pour l'enseignement du degré secondaire inférieur, délivré par le chef du culte ;

g) un des titres cités au 1°, b) c), d), e) et f).

3° Enseignement primaire :

a) le diplôme d'enseignement religieux protestant du degré inférieur;

b) le diplôme d'instituteur primaire;

c) le diplôme d'institutrice gardienne complété par le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte;

d) le diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur complété par le certificat de compétence délivré par le chef du culte;

e) le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte ;

f) un des titres cités au 1°, a), b), c), d), e) et f) et au 2°, a) b), c), d) et e).

## B. Culte israélite

### 1° Enseignement secondaire au degré supérieur.

a) la maîtrise en histoire, pensée et civilisation juives, délivrée par une université belge ou étrangère, complétée par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

b) le diplôme de licence spéciale en histoire, pensée et civilisation juives, délivré par une université belge ou étrangère, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

c) le diplôme de docteur, de licencié ou d'ingénieur, en quelque matière que ce soit, délivré par une université belge ou étrangère, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

d) le diplôme délivré par une école talmudique (Yeshiva) ou un séminaire d'enseignement religieux israélite, belge ou étranger, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

e) le diplôme supérieur en histoire, pensée et civilisation juives, délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

f) le certificat en histoire, pensée et civilisation juives, délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

g) le certificat spécial en langue et littérature hébraïques contemporaines délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

h) le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire.

### 2° Enseignement secondaire au degré inférieur.

a) la maîtrise en histoire, pensée et civilisation juives, délivrée par une université belge ou étrangère, complétée par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

b) le diplôme de licence spéciale en histoire, pensée et civilisation juives, délivré par une université belge ou étrangère, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

c) le diplôme de docteur, de licencié ou d'ingénieur, en quelque matière que ce soit, délivré par une université belge ou étrangère, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

d) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale et par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le grand rabbin attaché au Consistoire;

e) le diplôme délivré par une école talmudique (Yeshiva) ou un séminaire d'enseignement religieux israélite, belge ou étranger, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

f) le diplôme supérieur en histoire, pensée et civilisation juives, délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

g) le certificat en histoire, pensée et civilisation juives, délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

h) le certificat spécial en langue et littérature hébraïques contemporaines délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

i) le certificat en histoire juive, délivré par l'Institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

j) le certificat en pensée et civilisation juives, délivré par l'institut d'études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

k) le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire.

### 3° Enseignement primaire.

a) le diplôme d'instituteur primaire, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

b) le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire;

c) les titres prévus aux points f), g), h), i) et j) du point 2°.

### C. Culte orthodoxe

#### 1° Enseignement secondaire du degré supérieur:

a) le diplôme de licencié(e) en théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

b) le certificat portant sur au moins quatre années de théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

c) le diplôme d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire supérieur complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique ;

d) le diplôme de licencié ou d'ingénieur délivré après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique.

#### 2° Enseignement secondaire du degré inférieur:

a) le diplôme de licencié(e) en théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

b) le certificat portant sur au moins trois années de théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

c) le diplôme d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

d) le diplôme d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire supérieur complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique ;

e) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française instituée à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale et par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique.

#### 3° Enseignement primaire:

a) le diplôme d'instituteur en théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

b) le certificat portant sur au moins deux années de théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

c) le diplôme d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

d) le diplôme de licencié(e) en théologie orthodoxe délivré par un institut/une université de théologie reconnu(e) par la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

e) le diplôme d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire supérieur complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

f) le diplôme d'instituteur primaire complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique;

g) le diplôme d'institutrice maternelle complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique.

### D. Culte islamique

#### 1° Enseignement secondaire du degré supérieur :

a) le diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique en Belgique ou à l'étranger complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique,

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

c) le diplôme de licencié ou d'ingénieur obtenu après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ;

d) le diplôme de licencié en pédagogie, de licencié en sciences psychologiques et de licencié en sciences d'éducation, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique.

## 2° Enseignement secondaire du degré inférieur :

a) le diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique en Belgique ou à l'étranger complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

c) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale et par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ;

d) le diplôme de candidat délivré après deux années d'études au moins par une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

e) le diplôme de gradué complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ;

f) un des diplômes cités au 1, points b) c), d).

## 3° Enseignement primaire :

a) le diplôme d'instituteur primaire complété un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

b) le diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique en Belgique ou à l'étranger complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ;

c) le diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ;

d) un des diplômes cités au 1°, points a) b), c), et d) et au 2, points b) c), d), et e).

## E. Culte catholique

## 1° Enseignement secondaire du degré supérieur :

a) le diplôme d'agrégé d'enseignement religieux du degré secondaire supérieur, délivré par un Institut supérieur des sciences religieuses;

b) le diplôme de licencié, délivré par la Faculté de théologie de l'Université catholique de Louvain;

c) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;

d) le diplôme de professeur d'école normale, de licencié en pédagogie, de licencié en sciences pédagogiques, de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques et de licencié en sciences de l'éducation;

e) le grade légal ou scientifique de licencié ou d'ingénieur obtenu après quatre années d'études dans une université, une faculté ou un centre universitaire.

## 2° Enseignement secondaire du degré inférieur :

a) le diplôme d'agrégé d'enseignement religieux du degré secondaire supérieur, délivré par un institut supérieur des sciences religieuses;

b) le diplôme d'agrégé ou de gradué d'enseignement religieux du degré secondaire inférieur ;

c) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;

d) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale ;

e) un certificat portant sur deux années de philosophie et au moins deux années de théologie, suivies avec fruit dans un séminaire organisé ou reconnu comme équivalent par le chef du culte;

f) le diplôme, à titre légal ou scientifique, de candidat délivré après deux années d'études par une université, une faculté ou un centre universitaire;

g) un des titres cités au 1°, b), c), d) et e).

## 3° Enseignement primaire :

a) le certificat de diplômé d'enseignement religieux du degré inférieur;

b) le diplôme d'instituteur primaire ;

c) un certificat portant sur deux années de philosophie et au moins une année de théologie, suivies avec fruit dans un séminaire organisé ou reconnu comme équivalent par le chef du culte;

d) un des titres cités au 2°, b), c), d), et f).

§ 2. - Parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, peuvent également tenir lieu du certificat visé à l'article 24bis du présent décret, ceux qui ont leur correspondant au paragraphe précédent. ».

**Art. 27.** Dans la même section 5, il est inséré un article 293ter, rédigé comme suit :

« Art. 293ter. Par mesure transitoire, dans l'attente de la création des certificats prévus à l'article 24bis, alinéa 2 du présent décret et au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2019, la possession de ces certificats pour l'exercice des fonctions de morale n'est pas exigée. ».

**Art. 28.** Dans la même section 5, il est inséré un article 293<sup>quater</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 293<sup>quater</sup>. Au 1<sup>er</sup> septembre 2019, les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, stagiaires ou temporaires prioritaires ou protégés, ayant bénéficié de la mesure prévue à l'article 293<sup>bis</sup> ou à l'article 293<sup>ter</sup>, peuvent conserver leur nomination ou leur engagement à titre définitif ou leur statut de stagiaire, de temporaire prioritaire ou protégé. ».

**Art. 29.** Dans la même section 5, il est inséré un article 293<sup>quinquies</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 293<sup>quinquies</sup>. Les membres du personnel recrutés ou engagés à titre temporaire ou nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction religion avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés être en possession du visa visé à l'article 24 ter du présent décret. ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.*

**Art. 30.** Dans l'article 9 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, les alinéas 1 à 3 sont supprimés.

CHAPITRE 3 — *Dispositions modificatives propres aux réseaux d'enseignement*

3.1 *Section 1.* — Dispositions modificatives propres à l'enseignement organisé par la Communauté française.

3.1.1 *Sous-section 1.* — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

**Art. 31.** A l'article 45, § 4 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« A titre dérogatoire, l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux situations relevant de l'application des articles 264 et 266, alinéa 1 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

3.1.2. *Sous-section 2.* — Modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française

**Art. 32.** A l'article 2<sup>ter</sup>, § 3, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juin 2013 relatif à la suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des fonctions de recrutement et de sélection dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 33.** A l'article 4 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité, les modifications suivantes sont apportées:

1° entre les mots « Article 4.- » et les mots « Nul ne peut », sont insérés les mots « § 1<sup>er</sup> » ;

2° au point 5° les mots « être porteur d'un des titres requis repris en annexe du présent arrêté » sont remplacés par les mots « 5° être porteur d'un des titres requis fixé par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française en rapport avec la fonction à conférer ; » ;

3° au point 6° les mots « d'une démission disciplinaire ou d'une révocation » sont insérés entre les mots « mesure disciplinaire » et les mots « infligée dans l'enseignement » ;

4° au point 9° les mots « moyennant préavis ou » sont insérés entre les mots « licenciement » et les mots « pour faute grave » ;

5° est inséré un point 10°, rédigé comme suit : « 10° ne pas faire l'objet d'une suspension préventive justifiée par une inculpation, une prévention dans le cadre de poursuites pénales, une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires » ;

6° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Le membre du personnel visé à l'article 5<sup>quater</sup>, malade, en congé de maternité ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est désigné, conformément à l'article 6 » ;

7° est inséré un § 2, rédigé comme suit : « § 2. Nul ne peut bénéficier d'une première désignation à titre temporaire s'il n'est porteur d'un visa de l'autorité compétente du culte concerné tel qu'arrêté par le Gouvernement en vertu de l'article 24<sup>ter</sup> du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 34.** L'article 4<sup>bis</sup> du même arrêté est modifié comme suit : les mots « et sur proposition du chef du culte ou de son délégué » sont abrogés.

**Art. 35.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.5. § 1<sup>er</sup> Par dérogation à l'article 4, 5°, le Ministre peut, désigner à titre temporaire un candidat qui est porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants fixés pour la fonction à conférer. Par titres suffisants il y a lieu d'entendre les titres suffisants tels que définis par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 2. Après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis et de la catégorie des titres suffisants fixés pour la fonction à conférer, le Ministre peut, désigner à titre temporaire, un candidat porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres



de pénurie tels qu'énumérés par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 3. Après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, de la catégorie des titres suffisants et de la catégorie des titres de pénurie, le Ministre peut désigner à titre temporaire, après avis de la Commission inter réseaux des titres de capacité (CITICAP) visée à l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française un candidat porteur d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie.

§ 4. Le candidat porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants qui a fait l'objet dans la même fonction de deux rapports d'inspection ou de deux rapports défavorables du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé, ne peut être désigné par le Ministre à partir de l'année scolaire suivante, par dérogation à l'article 4, 5<sup>o</sup>.

Le candidat porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie qui a fait l'objet dans la même fonction de deux rapports d'inspection ou de deux rapports défavorables du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé, ne peut être désigné par le Ministre à partir de l'année scolaire suivante, par dérogation à l'article 4, 5<sup>o</sup>.

Pour l'application des deux alinéas précédents, un rapport défavorable couvrant une période de moins de trente jours n'est pas pris en compte s'il est suivi d'un rapport favorable dans la fonction considérée couvrant une période d'au moins 180 jours.

Si le candidat porteur d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie a déjà bénéficié, au cours d'une année scolaire, d'une ou de plusieurs désignations effectuées sur base du paragraphe 3, le Ministre ne peut le désigner l'année scolaire suivante, par dérogation à l'article 4, 5<sup>o</sup>, que si, le candidat n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé. Toutefois, un rapport défavorable couvrant une période de moins de trente jours n'est pas pris en compte.

La désignation d'une personne à titre temporaire cesse ses effets à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle a été désignée. ».

**Art. 36.** L'article 5<sup>quater</sup> du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.5<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Pour chacune des fonctions de recrutement à conférer, les candidats qui ont fait régulièrement acte de candidature et qui remplissent les conditions requises sont classés en fonction des préférences zonales qu'ils ont exprimées et selon le titre de capacité dont ils sont porteurs. Par titre de capacité il y a lieu d'entendre les titres tels que définis par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 2. Les candidats qui sont porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis sont classés en trois groupes. Dans ces groupes, les candidats sont classés d'après le nombre de candidatures introduites pour la ou les fonction(s) sollicitée(s).

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu des services, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 4.

Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 4.

Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 4, à l'exception du point 8 de cette disposition.

§ 3. Les candidats qui sont porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants sont classés en trois groupes. Dans ces groupes, les candidats sont classés d'après le nombre de candidatures introduites pour la ou les fonction(s) sollicitée(s).

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu des services, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 4 à l'exception du point 5.

Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 4 à l'exception du point 5.

Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 4 à l'exception des points 5 et 8 de cette disposition.

§ 4. Les candidats qui sont porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie sont classés en trois groupes. Dans ces groupes, les candidats sont classés d'après le nombre de candidatures introduites pour la ou les fonction(s) sollicitée(s).

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu des services, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 4 à l'exception du point 5.

Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu des services, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 4 à l'exception du point 5.

Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 4 à l'exception des points 5 et 8 de cette disposition.

§ 5. Les candidats qui sont porteurs d'un autre titre sont classés selon qu'ils possèdent un titre pédagogique. La priorité est accordée au candidat possédant un titre pédagogique.

A défaut de possession d'un titre pédagogique, la priorité est accordée au candidat ayant presté l'année précédente et qui n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement ou de l'inspection.

A défaut, la priorité est donnée au candidat qui peut justifier du plus grand nombre d'années scolaires au cours desquelles il a bénéficié d'une désignation en qualité de maître de religion ou de professeur de religion dans l'enseignement organisé par la Communauté française . ».

**Art. 37.** A l'article *5quinquies*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « alinéa 3 » sont abrogés.

**Art. 38.** A l'article *5septies* du même arrêté, les mots « du premier groupe est informé de son numéro d'ordre de classement » sont remplacés par les mots « qui est porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis est informé de son classement ».

**Art. 39.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.6. - § 1<sup>er</sup>. Les candidats à une désignation à titre temporaire sont appelés en service par le Gouvernement dans l'ordre de leur classement et compte tenu des préférences zonales qu'ils ont exprimées.

Les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis ont priorité sur les candidats porteurs du titre de capacité relevant des catégories des titres suffisants et de pénurie.

Les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants ont priorité sur les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie.

Au sein des groupes visés à l'article *5quater*, les candidats du premier groupe ont priorité sur les candidats des deuxième et troisième groupes.

Les candidats du deuxième groupe ont priorité sur les candidats du troisième groupe.

Les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie ont priorité sur les candidats porteurs d'un autre titre qu'un titre requis, suffisant ou de pénurie.

§ 2. Les membres du personnel nommés à titre définitif à une fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire sont insérés dans le classement visé à l'article *5quater*, § 2. Le nombre de candidatures qui leur est attribué est le nombre d'années complètes d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats et conformément à l'article 47undecies.

§ 3. A nombre égal de candidatures introduites, la priorité revient au candidat qui détient le titre soit requis, soit suffisant, soit de pénurie depuis le plus grand nombre d'années, selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le titre en rapport avec la fonction à conférer.

En cas d'égalité de ce nombre d'années, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Les services de longue durée sont attribués de préférence aux candidats qui ont la plus grande priorité.

§ 4. Le temporaire visé par l'article *5quater*, § 2, qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est, sauf demande contraire de sa part, désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire précédente. La préférence dont il bénéficie ne peut être opposée à la priorité à la désignation d'un candidat mieux classé.

Copie de l'acte de désignation est adressée au chef du culte. ».

**Art. 40.** A l'article *6bis* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, le 1° est remplacé par ce qui suit : « les temporaires porteurs d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie visés à l'article *5quater*, § 5, dans l'ordre inverse des priorités ; » ;

2° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 1°bis rédigé comme suit : « 1°bis les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article *5quater*, § 4, alinéa 4, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

3° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 1°ter rédigé comme suit : « 1°ter les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater*, § 4, alinéa 3, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

4° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 1°quater rédigé comme suit : « 1°quater les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article *5quater*, § 4, alinéa 2, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

5° le § 1<sup>er</sup>, 2° est remplacé par un point 2° rédigé comme suit :

« 2° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article *5quater*, § 3, alinéa 4, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

6° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 2°bis rédigé comme suit : « 2°bis les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater*, § 3, alinéa 3, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

7° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 2°ter rédigé comme suit : « 2°ter les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article *5quater*, § 3, alinéa 2, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

8° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 2°quater rédigé comme suit : « 2°quater les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article *5quater*, § 2, alinéa 4, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

9° au § 1<sup>er</sup> est inséré un point 2°quinquies rédigé comme suit : « 2°quinquies les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater*, § 2, alinéa 3, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

10° au § 1<sup>er</sup>, le 3° du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « 3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article *5quater*, § 2, alinéa 2, dans l'ordre inverse du classement ; » ;

11° au § 2, il est inséré un 2ème alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation, dans l'enseignement spécialisé, l'alinéa précédent ne s'applique pas si le maître de religion ou le professeur de religion désigné à titre temporaire qui occupe l'emploi vacant peut justifier d'une compétence particulière. Justifie d'une compétence particulière pour conserver son emploi, le temporaire qui a suivi une formation spécifique ou complémentaire en lien avec la fonction exercée certifiée par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Cet organisme doit figurer dans la liste arrêtée par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé. » ;

12° au § 2, le 2ème alinéa devenant le 3ème alinéa, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point a) est remplacé par un a) rédigé comme suit : « a) des temporaires titulaires d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie ; » ;

b) le point b) est remplacé par un b) rédigé comme suit : « b) puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article *5quater*, alinéa 4 ; » ;

c) le point c) est remplacé par un c) rédigé comme suit : « c) Puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater*, § 4, alinéa 3 ; ».

d) le point d) est remplacé par un d) rédigé comme suit : « d) puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 4, alinéa 2 ; » ;

e) il est inséré un e) rédigé comme suit : « e) puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 4 ; » ;

f) il est inséré un f) rédigé comme suit : « f) puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 3 ; » ;

g) il est inséré un g) rédigé comme suit : « g) puis, dans l'ordre inverse du classement, les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 2 ; » ;

h) il est inséré un h) rédigé comme suit : « h) puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 4 ; » ;

i) il est inséré un i) rédigé comme suit : « i) Puis, dans l'ordre inverse du classement, les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 3 ; »

j) Il est inséré un j) rédigé comme suit : « j) enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 2. » ;

13° au § 2, le 3ème alinéa devenant le 4ème alinéa, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point a) est remplacé par un a) rédigé comme suit : « a) d'abord d'un autre temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie ; » ;

b) le point b) est remplacé par un b) rédigé comme suit : « b) puis d'un autre temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, alinéa 4 » ;

c) le point c) est remplacé par un c) rédigé comme suit : « c) puis d'un autre temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 4, alinéa 3 ; » ;

d) il est inséré un d) rédigé comme suit : « d) puis, d'un autre temporaire classé dans le premier groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 4, alinéa 2 ; » ;

e) il est inséré un e) rédigé comme suit : « e) puis, d'un autre temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 4 ; » ;

f) il est inséré un f) rédigé comme suit : « f) puis, d'un autre temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 3 ; » ;

g) il est inséré un g) rédigé comme suit : « g) puis, d'un autre temporaire classé dans le premier groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 2 ; » ;

h) il est inséré un h) rédigé comme suit : h) puis, d'un autre temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 4 ; » ;

i) il est inséré un i) rédigé comme suit : i) puis, d'un autre temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 3 ; »

j) il est inséré un j) rédigé comme suit : « j) et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé. ».

**Art. 41.** -A l'article 6<sup>ter</sup> du même arrêté, les mots « Le candidat du premier groupe visé à l'article 5<sup>quater</sup>, alinéa 3, qui refuse » sont remplacés par les mots « Les candidats visés à l'article 5<sup>quater</sup> qui refusent ».

**Art. 42.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « après consultation du chef du culte » et « après consultation du chef du culte, soit sur proposition motivée du chef du culte » sont supprimés ;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « , le chef du culte ou » sont supprimés ;

3° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou le chef du culte » sont supprimés ;

4° au § 3, alinéa 3, les mots « ou le chef du culte » sont supprimés ;

5° au § 3, alinéa 4, les mots « le chef du culte ou » sont supprimés.

**Art. 43.** L'article 9<sup>bis</sup> du même arrêté est abrogé.

**Art. 44.** A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, 5°, les mots « Etre porteur d'un des titres requis repris en annexe au présent arrêté en rapport avec la fonction à conférer » sont remplacés par les mots « Etre porteur d'un des titres requis fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations prévues à l'article 5 pendant au moins 150 jours de service dans la fonction pour le temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants et pendant au moins 300 jours de service dans la fonction répartis sur 2 années scolaires au moins pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie ; » ;

2° au 1<sup>er</sup> alinéa, 9°, les mots « d'une démission disciplinaire ou d'une révocation » sont insérés entre les mots « mesure disciplinaire » et les mots « infligée dans l'enseignement » ;

3° au 1<sup>er</sup> alinéa, 11°, les mots « moyennant préavis ou » sont insérés entre les mots « licenciement » et les mots « pour faute grave » ;

4° est inséré un point 12°, rédigé comme suit : « 12° être porteur d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement. ».

**Art. 45.** A l'article 13<sup>ter</sup> du même arrêté, le mot « requis » est abrogé.

**Art. 46.** A l'article 14 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées:

1° au point 1°, le mot « seuls » est abrogé ;

2° au point 1°, les mots « , le titre suffisant ou le titre de pénurie » sont insérés entre les mots « le titre requis et les mots « pour la fonction ».

**Art. 47.** A l'article 16 du même arrêté, au § 2, les mots « du chef du culte, » sont supprimés.

**Art. 48.** A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « après consultation du Chef de culte » et « après consultation du chef du culte soit sur proposition motivée du chef du culte » sont supprimés ;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « , ou le chef du culte » sont supprimés ;

3° au § 3, alinéa 2, les mots « ou à son chef du culte selon le cas » sont supprimés ;

4° au § 3, alinéa 5, les mots « le chef du culte ou » sont supprimés.

**Art. 49.** A l'article 20 du même arrêté, le second alinéa est supprimé.

**Art. 50.** A l'article 25 du même arrêté, les mots « Il en informe également le chef de culte » sont supprimés.

**Art. 51.** L'article 26 du même arrêté est abrogé.

**Art. 52.** A l'article 36 du même arrêté, alinéa 4, les mots « le chef du culte ou » sont supprimés.

**Art. 53.** A l'article 37 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 54.** L'article 37*quinquies*, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par un § 1<sup>er</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la section 2 s'il est temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, suffisant ou de pénurie, à la section 3 s'il est temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, à la section 4 s'il est temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, à la section 4*bis* s'il est temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, à la section 5 s'il est admis au stage et à la section 6 s'il est nommé à titre définitif. ».

**Art. 55.** L'intitulé de la section 2 du chapitre VIII ter du même arrêté est modifié comme suit :

« Section 2. - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires titulaires d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie. »

**Art. 56.** A l'article 37*sexies* du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, les mots « non classé » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie » ;

2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « non classé » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie » ;

3° au § 2, 1°, le mot « classé » est remplacé par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie ou » ;

4° le § 3 est remplacé par un § 3 rédigé comme suit : « § 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence. » ;

5° le § 6 est abrogé.

**Art. 57.** L'intitulé de la section 3 du chapitre VIII*ter* du même arrêté est modifié comme suit :

« Section 3. - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires porteurs d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie visés à l'article 5*quater* § 4 ».

**Art. 58.** A l'article 37*septies* du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1, alinéa premier, les mots « classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5*quater*, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, » ;

2° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « non classés » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie » ;

3° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5*quater*, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, » ;

4° au § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « classé » est remplacé par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, » ;

5° au § 6, alinéa 2, le mot « classé » est remplacé par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, ».

**Art. 59.** L'intitulé de la section 4 du chapitre VIII ter du même arrêté est modifié comme suit : « Section 4. - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires porteurs d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 5*quater*, § 3. ».

**Art. 60.** Dans le même arrêté, à la section 4 du chapitre VIII*ter*, il est inséré un article 37*septiesbis* rédigé comme suit :

« Article 37*septiesbis*. - § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section :

1° Dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé aux articles *5bis* et *5ter*, en tenant compte des préférences zonales exprimées; ou

2° dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter.

L'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1. un membre du personnel temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de permuter ;

2. à défaut, un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, à qui il impose de permuter ;

*2bis.* à défaut, par un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, à qui il impose de permuter ;

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. A condition que le membre du personnel temporaire ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité, il ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, sauf accord de sa part. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement.

§ 6. Par dérogation à l'article 4, 8°, le membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zone(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité.

Par dérogation à l'article 12, 12°, le membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement. ».

**Art. 61.** Au chapitre VIII ter du même arrêté, il est inséré une nouvelle section *4bis* rédigée comme suit : « Section *4bis.* - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires porteurs d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis visés à l'article *5quater* § 2 ».

**Art. 62.** A l'article *37octies* du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, les mots « classé dans le premier groupe visé à l'article *5quater*, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis visé à l'article *5quater*, § 2, » ;

2° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° les mots « non classé » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie » ;

3° au § 3, 2°, les mots « classé dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater* alinéa 3 » sont remplacés par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, » ;

4° au § 3, il est inséré un *2°bis* rédigé comme suit : « *2°bis* A défaut, par un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, à qui il impose de permuter » ;

5° au § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « classé » est remplacé par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, » ;

6° au § 6, alinéa 2, le mot « classé » est remplacé par les « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, ».

**Art. 63.** A l'article *37nonies* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° les mots « non classé » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie » ;

2° au § 3, 2°, les mots « classé dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater* alinéa 4 » sont remplacés par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, » ;

3° au § 3, il est inséré un *2°bis* rédigé comme suit : « *2°bis* A défaut, par un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, à qui il impose de permuter ».

**Art. 64.** A l'article *37decies* du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° les mots « non classé » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie » ;

2° au § 3, 2°, les mots « classé dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater* alinéa 4 » sont remplacés par les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, » ;

3° au § 3, il est inséré un *2°bis* rédigé comme suit : « *2°bis* A défaut, par un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants, à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1<sup>er</sup> ».

**Art. 65.** A l'article 41 du même arrêté, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 66.** A l'article 45 du même arrêté, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 67.** Dans l'annexe du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au point A, les §§ 2, 3 et 4 sont abrogés ;

2° au point B, les §§ 2,3 et 4 sont abrogés ;

3° au point C, les §§ 2, 3 et 4 sont abrogés ;

4° au point D, les §§ 2,3 et 4 sont abrogés ;

5° au point E, les §§ 2,3 et 4 sont abrogés.

3.2 Section 2 : Dispositions modificatives propres à l'enseignement subventionné par la Communauté française.

3.2.1 Sous-section 1 : — Modifications au décret du 1<sup>er</sup> février 1993  
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

**Art. 68.** A l'article 2, alinéa 2, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, remplacé par le décret du 8 février 1999 et tel que modifié au 1<sup>er</sup> septembre 2016 par le décret du 11 avril 2014 réglant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les mots « sauf pour les fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés.

**Art. 69.** A l'article 3, § 20, du même décret, modifié par le décret du 2 juin 1998, par le décret du 8 février 1999, par le décret du 19 décembre 2002, par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion et tel que modifié au 1<sup>er</sup> septembre 2016 par le décret du 11 avril 2014 précité, les mots « sauf pour les fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés.

**Art. 70.** A l'article 29<sup>quater</sup> du même décret, inséré par le décret du 19 décembre 2002 et modifié par le décret du 17 juillet 2003, par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et tel que modifié au 1<sup>er</sup> septembre 2016 par le décret du 11 avril 2014 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le point 5°, 3<sup>e</sup> tiret, les mots « à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés ;

2° dans le point 7, 2<sup>e</sup> tiret, les mots « à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés » ;

3° dans le point 16°, les mots « sauf pour les fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés.

**Art. 71.** A l'article 30 du même décret, tel que modifié par les décrets des 10 avril 1995, 19 décembre 2002 et 20 juin 2013, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les maîtres ou professeurs de religion, engagés à titre temporaire par le pouvoir organisateur, doivent être détenteurs, préalablement à leur engagement, du visa de l'autorité compétente du culte concerné tel que prévu à l'article 24 ter du décret du 11 avril 2014 réglant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 72.** A l'article 34 du même décret remplacé par le décret du 19 décembre 2002 et tel que modifié par le décret du 11 avril 2014, au § 2, 2<sup>e</sup>me tiret, les mots « à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés.

**Art. 73.** A l'article 35 du même décret, rétabli par le décret du 19 décembre 1992 et tel que modifié par le décret du 11 avril 2014, au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés.

**Art. 74.** A l'article 41 du même décret, remplacé par le décret du 19 décembre 2002, le paragraphe 2 est supprimé.

**Art. 75.** A l'article 42 du décret précité, tel que modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 8 février 1999 et 19 décembre 2002, 8 mai 2003, 2 juin 2006, 8 mars 2007, 30 avril 2009 et 20 juin 2013 et par le décret du 11 avril 2014 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion » sont supprimés ;

2° le paragraphe 2 est supprimé.

**Art. 76.** A l'article 71<sup>septies</sup> du même décret, complété par le décret du 8 mars 2007, le paragraphe 4 est supprimé.

**Art. 77.** A l'article 73 du même décret, modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 30 avril 2009, le paragraphe 2 est supprimé.

**Art. 78.** A l'article 74 du même décret, tel que modifié par les décrets des 8 février 1999, 19 décembre 2002, 4 mai 2005, 13 décembre 2007 et 12 juillet 2012, le paragraphe 4 est supprimé.

**Art. 79.** A l'article 81 du même décret, remplacé par le décret du 19 décembre 2002 et modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> juillet 2005 et 12 juillet 2012, le paragraphe 2 est supprimé.

3.2.2 Sous-section 2: — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial

**Art. 80.** L'article 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. - Après avoir effectué les mesures visées au § 1<sup>er</sup>, le Pouvoir organisateur qui est amené à réduire la charge d'un membre du personnel qui était nommé au 31 août 2016 dans une fonction qui a été scindée en application du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, doit, avant de le mettre en disponibilité dans la fonction où il y a perte d'heures, lui attribuer les heures relevant de la (des) fonction(s) issue(s) de la scission.

Toutefois cette opération ne peut s'effectuer que pour autant que le membre du personnel possède un titre requis, suffisant ou de pénurie pour la(les) fonction(s) issue(s) de la scission, conformément aux dispositions fixées à l'article 264, § 1<sup>er</sup> du même décret.

Par ailleurs, la récupération des heures dans les dites fonctions s'effectue dans le respect de l'ordre indiqué au § 1<sup>er</sup> et de l'ancienneté de service parmi les membres du personnel nommés à titre définitif concernés. ».

3.2.3 Sous-section 3: Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés

**Art. 81.** A l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

1° un deuxième alinéa, inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 est rédigé comme suit :

« A titre transitoire, pour les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 1<sup>er</sup> septembre 2016, cette récupération vise également toutes les heures relevant d'une autre fonction issue de la scission d'une fonction antérieure à la mise en œuvre du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, et pour laquelle ce membre du personnel disposait au 31 août 2016 d'un titre requis, d'un titre suffisant ou d'une titre de pénurie, conformément aux dispositions fixées à l'article 264, § 1<sup>er</sup>, du même décret ».

2° L'alinéa 2 ancien devient l'alinéa 3. ».

3.2.4 Sous-section 4: — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné

**Art. 82.** A l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

1° un troisième alinéa, inséré entre alinéa 2 et l'alinéa 3 est rédigé comme suit :

« A titre transitoire dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, pour les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 1<sup>er</sup> septembre 2016, cette récupération vise également toutes les heures relevant d'une autre fonction issue de la scission d'une fonction antérieure à la mise en œuvre du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, et pour laquelle ce membre du personnel disposait au 31 août 2016 d'un titre requis, d'un titre suffisant ou d'une titre de pénurie conformément aux dispositions fixées à l'article 264, § 1<sup>er</sup>, du même décret ».

2° L'alinéa 3 ancien devient l'alinéa 4. ».

3.2.5 Sous-section 5 : — Modifications au décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion

**Art. 83.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° Les titres de capacité visés à l'article 12bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont définis par le Gouvernement en vertu du chapitre 4 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. » ;

2° au 9°, les mots « visés à l'article 6, B, a), 2., Bbis, a), 3., C, a), 3., et D, a), 3., de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements » sont remplacés par les mots « définies par le Gouvernement en vertu du chapitre 2 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. » ;

3° il est ajouté un 10° rédigé comme suit :

« 10° par « primo-recrutement », il faut entendre le recrutement tel qu'il est défini à l'article 25 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 84.** A l'article 3 du même décret, les mots « sur proposition » sont remplacés par les mots « après avoir obtenu le visa ».

**Art. 85.** A l'article 14 du même décret, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 86.** A l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 5, les mots « et au chef du culte » sont supprimés ;

2° à l'alinéa 6, la phrase « Une copie de celle-ci est adressée au chef du culte. » est supprimée.

**Art. 87.** A l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou le titre suffisant » sont insérés entre les mots « le titre requis » et les mots « pour cette fonction » ;

2° dans le paragraphe 2, les mots « ou le titre suffisant » sont insérés entre les mots « le titre requis » et les mots « pour cette fonction ».

**Art. 88.** A l'article 20 du même décret, modifié par le décret du 20 juin 2013 relatif à la suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des fonctions de recrutement et de sélection dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) au point 4°, les mots « du titre requis » sont remplacés par les mots « d'un titres requis ou d'un titre suffisant » ;

b) le paragraphe est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° être porteur d'un visa de l'autorité compétente du culte concerné tel qu'arrêté par le Gouvernement en vertu de l'article 24<sup>ter</sup> du décret 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 4°, au primo-recrutement, le pouvoir organisateur peut désigner à titre temporaire dans le respect des règles fixées au chapitre 4 du titre 1<sup>er</sup> du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française :

1° après épuisement des porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, un candidat porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants fixés pour la fonction à conférer. Par titres suffisants, il y a lieu d'entendre les titres suffisants tels que définis par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

2° après épuisement des porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis et de la catégorie des titres suffisants fixés pour la fonction à conférer, un candidat porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie tels qu'énumérés par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3° après épuisement des porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, de la catégorie des titres suffisants et de la catégorie des titres de pénurie et après avis de la Commission inter réseaux des titres de capacité (CITICAP) visée à l'article 38 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, un candidat porteur d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie. ».

**Art. 89.** L'article 21 du même décret est abrogé.

**Art. 90.** A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le titre requis » sont remplacés par les mots « un des titres requis ou suffisants en rapport avec la fonction à conférer » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Ce membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement » ;

c) à l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, le mot « requis » est remplacé par les mots « visé au présent paragraphe » ;

2° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- les mots « l'autorité du culte » sont remplacés par les mots « l'inspection compétente » ;

- les mots « le titre requis, du » sont remplacés par les mots « un des titres requis ou suffisants en rapport avec la fonction à conférer » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Ce membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement » ;

c) dans l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots « l'autorité du culte » sont remplacés par les mots « l'Inspection compétente » ;

d) dans l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, le mot « requis » est remplacé par les mots « visé au présent paragraphe » ;

3° au paragraphe 3 :

a) les mots « du titre requis » sont remplacés par les mots « d'un des titres requis ou suffisants en rapport avec la fonction à conférer » ;

b) un 2<sup>ème</sup> alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Ces maîtres de religion ou professeurs de religion doivent être porteurs d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement » ;

4° au paragraphe 7, les mots « l'autorité du culte » sont remplacés par les mots « l'inspection compétente ».



**Art. 91.** A l'article 24, § 1<sup>er</sup> du même décret, modifié par le décret du 20 juin 2013 relatif à la suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des fonctions de recrutement et de sélection dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° être porteur d'un titre requis ou suffisant en rapport avec la fonction à conférer et être porteur d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement ; » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « et au chef du culte » sont supprimés ;

3° à l'alinéa 6, la phrase « Une copie de la décision est adressée au chef du culte. » est supprimée.

**Art. 92.** A l'article 26, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « soit d'initiative après consultation du chef du culte soit sur proposition du chef du culte » sont supprimés ;

2° à l'alinéa 2, les mots « ou le chef du culte, selon le cas » et les mots « ou le chef du culte » sont supprimés ;

3° l'alinéa 6 est supprimé ;

4° à l'alinéa 8, les mots « et au chef du culte » sont supprimés ;

5° à l'alinéa 10, la phrase « Lorsque le licenciement a été notifié sur la proposition du chef du culte, l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur. » est supprimée.

**Art. 93.** A l'article 28 du même décret, l'alinéa 7 est supprimé.

**Art. 94.** A l'article 29 du même décret, l'alinéa 9 est supprimé.

**Art. 95.** A l'article 31, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 20 juin 2013 relatif à la suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des fonctions de recrutement et de sélection dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° être porteur d'un titre requis ou suffisant en rapport avec la fonction à conférer et être porteur d'un titre pédagogique, fixés par le Gouvernement ; » ;

2° à l'alinéa 6, les mots « et au chef du culte » sont supprimés ;

3° à l'alinéa 8, la phrase « Une copie de la décision est adressée au chef du culte » est supprimée.

**Art. 96.** A l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 5, la phrase « Une copie de l'acte de nomination est adressée au chef du culte » est supprimée ;

2° à l'alinéa 11, les mots « ou du titre suffisant » sont insérés entre les mots « du titre » et les mots « pour la fonction postulée ».

**Art. 97.** A l'article 35 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, la phrase « une copie de l'acte de nomination est adressée au chef du culte » est supprimée ;

2° au paragraphe 2, la phrase « il en informe le chef du culte » est supprimée.

**Art. 98.** A l'article 36 du même décret, le paragraphe 3 est supprimé.

**Art. 99.** A l'article 38 du même décret, complété par le décret du 13 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « après consultation du chef du culte » sont supprimés ;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « et au chef du culte » sont supprimés ;

3° au paragraphe 4, alinéa 3, la phrase « Une copie est adressée au chef du culte » est supprimée.

**Art. 100.** A l'article 50 du même décret, le paragraphe 2 est supprimé.

**Art. 101.** A l'article 53, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , selon le cas, » et les mots « ou le chef du culte concerné, » sont supprimés ;

2° à l'alinéa 2, les mots « , selon le cas, » et les mots « ou le chef du culte concerné, » sont supprimés.

**Art. 102.** A l'article 57, § 2, dernier alinéa, du même décret, la phrase « Une copie de la décision est adressée au chef du culte. » est supprimée.

**Art. 103.** A l'article 61, § 2, dernier alinéa, du même décret, la phrase « Une copie de la décision est adressée au chef du culte » est supprimée.

**Art. 104.** A l'article 66 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 3, la phrase « Le membre du personnel adresse une copie de sa demande au chef du culte sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » est supprimée ;

b) à l'alinéa 5, la phrase « Le membre du personnel adresse une copie de sa demande au chef du culte. » est supprimée ;

2° au paragraphe 3, alinéa 3, la phrase « Une copie de la décision est adressée au chef du culte. » est supprimée.

**Art. 105.** A l'article 72 du même décret, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 106.** A l'article 74, § 1<sup>er</sup>, du même décret, la phrase « Le membre du personnel mis en disponibilité en informe son chef du culte. » est supprimée.

**Art. 107.** A l'article 78 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'alinéa 2, les mots « et au chef du culte » sont supprimés ;

2° le paragraphe 3 est supprimé.

**Art. 108.** A l'article 83, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est complété par ce qui suit :

« Cette mesure s'effectue dans l'ordre suivant :

a) il est d'abord mis fin aux prestations des membres du personnel non titulaires d'un titre requis, d'un titre suffisant, ou d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie ;

b) il est ensuite mis fin aux prestations des membres du personnel titulaires d'un titre de pénurie avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre suffisant ;

c) il est enfin mis fin aux prestations des membres du personnel titulaires d'un titre suffisant avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre requis ; » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation, dans l'enseignement spécialisé, pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la définition de « fonction de maître de religion ou de professeur de religion » reprise à l'article 1<sup>er</sup>, 9° ne s'applique pas au membre du personnel temporaire qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, et qui peut justifier d'une compétence particulière.

Justifie d'une compétence particulière le membre du personnel temporaire qui :

- a exercé la fonction pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité, conformément à l'article 91;

- ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé. ».

**Art. 109.** A l'article 84, § 1<sup>er</sup> du même décret, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 110.** A l'article 92, § 2 du même décret, le dernier alinéa est supprimé.

#### CHAPITRE 4 — *Dispositions modificatives diverses*

**Art. 111.** Les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal sont abrogés.

**Art. 112.** A l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les points B, Bbis, C, D, Dbis, E sont abrogés.

**Art. 113.** Dans l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les articles 5, 6, 10, 11 et 11 ter sont abrogés.

**Art. 114.** Dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, les articles 5, 6, 10, 11, 11bis sont abrogés.

**Art. 115.** Dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, les articles 5, 6, 10, 11, et 11bis sont abrogés.

**Art. 116.** Dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, les articles 5, 6, 10, 11, et 11bis sont abrogés.

**Art. 117.** Dans l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques, les articles 5, 6, 8, 9 et 11 sont abrogés.

**Art. 118.** A l'article 6 du décret 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les termes « à l'article 15 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements » sont remplacés par les termes « à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ».

**Art. 119.** A l'article 9 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, les termes « à l'article 8, a), 1°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements » sont remplacés par les termes « à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ».

**Art. 120.** A l'article 10 du même décret, les termes « à l'article 15 de arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. » sont remplacés par les termes « à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ».

CHAPITRE 5 — *Disposition finale*

**Art. 121.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2016, à l'exception de l'article 20 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2015 et des articles 32, 34, 42, 47 à 53; 65, 66, 74, 75, 2°, 76 à 79, 85, 86, 89, 90, 2°, a, 1<sup>er</sup> tiret ; 90, 2°, c, 90, 4°, 91, 2° et 3°, 92 à 94, 95, 2° et 3°, 96, 1°, 97 à 107 et 110 qui entrent en vigueur à la date à laquelle entrera en vigueur le décret rendant applicable aux inspecteurs des cours philosophiques le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

Mme I. SIMONIS

—  
Note

*Session 2015-2016*

*Documents du Parlement.* Projet de décret, n°301-1. – Amendements de commission, n° 301-2 - Rapport, n°301-3  
*Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 29 juin 2016.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29341]

**30 JUNI 2016. — Decreet waarbij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs op de leermeesters en leraars godsdienst toepasselijk wordt gemaakt en houdende verschillende maatregelen inzake bekwaamheidsbewijzen en ambten**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK 1. —** *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 1, derde lid, 1°, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden "met uitzondering van de leermeesters en leraars godsdienst" geschrapt.

**Art. 2.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "ofwel als ambt godsdienst"(GODS) ingevoegd na de woorden "ofwel als ambt niet confessionele zedenleer (NCZ)".

**Art. 3.** In artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. De "specifieke leraaropleiding", die door een inrichting van de Vlaamse Gemeenschap wordt uitgereikt, stemt overeen met een GPB en/of een GHSO, uitgereikt door de Franse Gemeenschap".

**Art. 4.** In titel I, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet, wordt een afdeling IIIbis ingevoegd, luidend als volgt "Afdeling 3bis : Bijzondere bepalingen voor de ambten godsdienst en niet confessionele zedenleer".

**Art. 5.** In afdeling 3bis, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 24bis. Onverminderd de bepalingen van de afdelingen 1 en 2 van dit hoofdstuk, voor elk ambt godsdienst, onderverdeeld volgens de verschillende erkende erediensden, wordt een getuigschrift van didactiek voor de cursus godsdienst eigen aan een erkende erediensden opgericht. Dat getuigschrift wordt door de universiteiten of door de door

de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen bekrachtigd en omvat minstens 20 studiepunten. De Regering wordt ertoe gemachtigd dat getuigschrift over te nemen bij wijze van vak in een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 16.

Ter aanvulling van de toepassing van de bepalingen van de afdelingen 1 en 2 van dit hoofdstuk, voor het ambt van niet confessionele zedenleer, wordt een getuigschrift van didactiek voor de niet confessionele zedenleer opgericht. Dat getuigschrift wordt door de universiteiten of door de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen bekrachtigd en omvat minstens 20 studiepunten. De Regering wordt ertoe gemachtigd dat getuigschrift op te nemen bij wijze van vak in een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 16. ”.

**Art. 6.** In afdeling *3bis*, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel *24ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. *24ter*. De personeelsleden kunnen in een ambt van godsdienst alleen worden aangesteld of aangeworven als ze in het bezit zijn van het visum dat door de overheid van de betrokken eredienst wordt afgeleverd.

De Regering stelt het model en de nadere regels voor het uitreiken van het in het vorige lid bedoelde visum vast.”.

**Art. 7.** In artikel 27 van hetzelfde decreet, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt : “Voor de ambten in verband met godsdienst, kunnen de kandidaten in de in het vorige lid bedoelde software-applicatie alleen worden opgenomen als ze in het bezit zijn van het visum dat door de overheid van de betrokken eredienst wordt afgeleverd.”.

**Art. 8.** In artikel 30 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van artikel 2, § 1, 17° van dit decreet, in het eerste lid, 7°, worden de perioden van 1 tot 7 juli en van 16 tot 31 augustus met schoolwerkdagen gelijkgesteld.”

**Art. 9.** In artikel 32 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs worden een § 3 en een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de personeelsleden die gedurende het schooljaar 2015-2016 in de inrichtende macht hun ambt hebben uitgeoefend, in afwijking van de regel die voorrang verleent aan de houders van voldoende bekwaamheidsbewijzen boven de houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen, kan een niet prioritaire tijdelijke, houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs, opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het schooljaar 2016-2017 en de volgende schooljaren, in hetzelfde ambt onder de volgende voorwaarde : dat ambt hebben uitgeoefend, in verhouding tot een ambt met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens de helft van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs, in de loop van het voorafgaande schooljaar gedurende 150 dagen, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en het officieel gesubsidieerde onderwijs, en 180 dagen, voor het vrij gesubsidieerde onderwijs, berekend volgens de statutaire regels. Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 240 lestijden.

De uitoefening van die afwijking kan geen nadeel veroorzaken ten aanzien van een personeelslid dat houder is van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs voor dat zelfde ambt, dat kandidaat is voor dat ambt, dat dit ambt uitoefent of heeft uitgeoefend binnen de inrichtende macht in verhouding tot minstens een halve opdracht en dezelfde anciënniteitsvoorwaarden, die echter werden verworven gedurende de laatste drie schooljaren.

§ 4. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de personeelsleden die gedurende het schooljaar 2015-2016 in de inrichtende macht hun ambt hebben uitgeoefend, in afwijking van de regel die voorrang verleent aan de houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen boven de houders van elk ander bekwaamheidsbewijs, kan de houder van een bekwaamheidsbewijs van de categorie die lager is dan het schaarstebekwaamheidsbewijs, die geen prioritaire tijdelijke is, opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het schooljaar 2016-2017 en de volgende schooljaren, in hetzelfde ambt onder de volgende voorwaarde : dat ambt hebben uitgeoefend, in verhouding tot een ambt met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens de helft van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs, in de loop van het voorafgaande schooljaar gedurende 150 dagen, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en het officieel gesubsidieerde onderwijs, en 180 dagen, voor het vrij gesubsidieerde onderwijs, berekend volgens de statutaire regels. Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 240 lestijden.

De uitoefening van die afwijking kan geen nadeel veroorzaken ten aanzien van een personeelslid dat houder is van een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs voor dat zelfde ambt, dat kandidaat is voor dat ambt, dat dit ambt uitoefent of heeft uitgeoefend binnen de inrichtende macht in verhouding tot minstens een halve opdracht en dezelfde anciënniteitsvoorwaarden, die echter werden verworven gedurende de laatste drie schooljaren.”.

**Art. 10.** In artikel 39 van hetzelfde decreet, wordt 10° aangevuld met de volgende woorden : “de Regering van advies dienen betreffende de geschikte overgangsmaatregelen ter bescherming van de verworven rechten van de betrokken personeelsleden in geval van wijziging van de uurroosters en/of de verbindingen cursus/ambt”.

**Art. 11.** In artikel 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor de opvoeders van de centra voor alternerend onderwijs en vorming, wordt de in het eerste lid bedoelde bepaling van ambtswege uitgevoerd bij de inrichtende macht waaronder de betrokken inrichting – zetel van het centrum voor alternerend onderwijs en vorming – ressorteert.”.

**Art. 12.** Artikel 264 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt :

1° In het eerste lid, worden de woorden “vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° In het eerste lid, 2°, worden de woorden “vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° In het tweede lid worden de woorden “240 lestijden” vervangen door de woorden “40 lestijden”;

4° Het derde lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

“De perioden van verlof, afwezigheid of terbeschikkingstelling verlengen tot passend beloop de drie in punt 2° bedoelde schooljaren”;

5° In fine wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor dezelfde leermeesters bijzonder vak tweede taal in het basisonderwijs, als het ambt wordt gesplitst, zijn dezelfde regels van toepassing en wordt het personeelslid geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in de taal(alen) die het heeft beoefend.”.

**Art. 13.** Artikel 266 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden “een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

**Art. 14.** In artikel 274, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “alsook in de artikelen 5bis en 13 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971” ingevoegd na de woorden “van het koninklijk besluit van 22 maart 1969”.

**Art. 15.** In artikel 275 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor de begeleiders van de centra voor alternerend onderwijs en vorming, wordt de in het eerste lid bedoelde bepaling van ambtswege uitgevoerd bij de inrichtende macht waaronder de betrokken inrichting – zetel van het centrum voor alternerend onderwijs en vorming – ressorteert.”.

**Art. 16.** In artikel 277 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor de begeleiders van de centra voor alternerend onderwijs en vorming, wordt de in het eerste lid bedoelde bepaling van ambtswege uitgevoerd bij de inrichtende macht waaronder de betrokken inrichting – zetel van het centrum voor alternerend onderwijs en vorming – ressorteert.”.

**Art. 17.** Artikel 278 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “een vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “een vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° in het tweede lid worden de woorden “240 lestijden” vervangen door de woorden “40 lestijden”;

4° in fine, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor de leermeesters bijzonder vak tweede taal in het basisonderwijs, als het ambt wordt gesplitst, zijn dezelfde regels van toepassing en wordt het personeelslid geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in de taal(alen) die het heeft beoefend.”.

**Art. 18.** Artikel 279 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “een vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “een vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° in het tweede lid worden de woorden “240 lestijden” vervangen door de woorden “40 lestijden”;

4° het derde lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

“De perioden van verlof, afwezigheid of terbeschikkingstelling verlengen tot passend beloop de drie in punt 2° bedoelde schooljaren”;

5° in fine, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor de leermeesters bijzonder vak tweede taal in het basisonderwijs, als het ambt wordt gesplitst, zijn dezelfde regels van toepassing en wordt het personeelslid geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in de taal(alen) die het heeft beoefend.”.

**Art. 19.** Artikel 280 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “een vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “een vereist bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “een vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° In het tweede lid worden de woorden “240 lestijden” vervangen door de woorden “40 lestijden”;

4° Het derde lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

“De perioden van verlof, afwezigheid of terbeschikkingstelling verlengen tot passend beloop de drie in punt 2° bedoelde schooljaren”;

5° In fine, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor de leermeesters tweede taal in het basisonderwijs, als het ambt wordt gesplitst, zijn dezelfde regels van toepassing en wordt het personeelslid geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in de taal(alen) die het heeft beoefend.”.

**Art. 20.** In hoofdstuk 2 van titel III van hetzelfde decreet wordt een artikel 280*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 280*bis*. Voor de toepassing van de artikelen 23 en 31 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, worden de diensten die door het tijdelijk personeelslid werden gepresteerd in het ambt dat werd uitgeoefend voordat dit decreet in werking treedt, en in aanmerking komen volgens de regels die geldig waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht te zijn gepresteerd in het nieuwe overeenstemmende ambt volgens de door de Regering vast te stellen overeenstemmingstabel.

Daarbij worden de personeelsleden, voor het schooljaar 2015-2016, geacht hun kandidatuur te hebben gesteld in de vorm en binnen de termijn bepaald in dezelfde artikelen 23 en 31 van het voormelde decreet van 10 maart 2006.”.

**Art. 21.** Artikel 281 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden “vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”.

2° in het tweede lid, worden de woorden “vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”.

**Art. 22.** Artikel 282 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden “vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”.

2° in het tweede lid, worden de woorden “vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “vereist of voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs”.

**Art. 23.** In artikel 284 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De kinderverzorgers bedoeld bij het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap genieten ook de in het vorige lid bedoelde bepaling.”.

**Art. 24.** Artikel 285 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 9° wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “vijf”, “vijfde” en “3 laatste jaren” respectief vervangen door “drie”, “derde” en “3 laatste schooljaren”;

b) de zinnen “ Die personeelsleden worden op 1 september 2016 geacht houder te zijn van een bekwaamheidsbewijs dat zonder tijdbepaling recht geeft op een wedde-subsidie voor de uitoefening van het betrokken ambt, in de zin van artikel 34, § 2, van het voormelde decreet van 1 februari 1993. Om recht te hebben op een aanwerving in vast verband in hetzelfde ambt waarvoor ze dat bekwaamheidsbewijs bezitten, zullen ze dit ambt echter gedurende vijf opeenvolgende schooljaren hebben moeten uitoefenen” toegevoegd.”;

2° er wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt :

“10° De kinderverzorgers bedoeld bij artikel 28, § 1, eerste lid, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap genieten ook de in het vorige lid bedoelde bepaling.”.

**Art. 25.** In hoofdstuk 2 van titel III van hetzelfde decreet wordt een afdeling 5 toegevoegd, luidend als volgt : “Afdeling 5. Overgangsbepalingen voor de ambten van godsdienst en niet confessionele zedenleer”.

**Art. 26.** In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 293*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“293*bis*. § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel, uiterlijk tot 1 september 2019, kunnen de volgende bekwaamheidsbewijzen gelden als getuigschrift bedoeld in artikel 24*bis* van dit decreet :

A. Protestantse eredienst

1° Secundair onderwijs van de hogere graad :

a) het diploma van licentiaat protestantse theologie, uitgereikt door de “Faculté de théologie protestante de Bruxelles”;

b) het diploma van geaggregeerde van het protestants godsdienstonderwijs van de hogere secundaire graad

c) het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs;

d) het diploma van leraar normaalschool, licentiaat pedagogie, licentiaat pedagogische wetenschappen, licentiaat psychologische en pedagogische wetenschappen en licentiaat opvoedkundige wetenschappen;

e) de wettelijke of wetenschappelijke graad van licentiaat of ingenieur, behaald na vier leerjaren in een universiteit, een faculteit of een universitair centrum;

f) het studiegetuigschrift voor het verstrekken van het godsdienstonderwijs, uitgereikt na vier leerjaren door de "Faculté de théologie protestante de Bruxelles".

2° Secundair onderwijs van de lagere graad :

a) het diploma van geaggregeerde protestants godsdienstonderwijs van de lagere secundaire graad;

b) het diploma van kandidaat in de protestantse theologie, na twee leerjaren uitgereikt door de "Faculté de théologie protestante de Bruxelles";

c) het diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs;

d) het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door de daartoe ingestelde examencommissie van de Franse Gemeenschap, een getuigschrift van middelbare technische normaal cursussen, een diploma van pedagogische bekwaamheid of een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie;

e) het wettelijk of wetenschappelijk diploma van kandidaat, na twee leerjaren uitgereikt door een universiteit, een faculteit of een universitair centrum;

f) het diploma van pedagogische bekwaamheid, of het competentiegetuigschrift voor het onderwijs van de lagere secundaire graad, uitgereikt door het hoofd van de eredienst;

g) één van de in 1°, b), c), d), e) en f) bedoelde bekwaamheidsbewijzen.

3° Lager onderwijs :

a) het diploma protestants godsdienstonderwijs van de lagere graad;

b) het diploma onderwijzer lager onderwijs;

c) het diploma onderwijzeres kleuteronderwijs, aangevuld met het competentiegetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst;

d) het diploma dat door het hoofd van de eredienst wordt uitgereikt op het einde van het secundair onderwijs van de hogere graad, aangevuld met het competentiegetuigschrift;

e) het competentiegetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst;

f) één van de in 1°, a), b), c), d), e) en f) en in 2°, a), b), c) en e) bedoelde bekwaamheidsbewijzen.

B. Israëlitische eredienst

1° Secundair onderwijs in de hogere graad.

a) meesterschap in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

b) het diploma bijzonder licentiaat in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

c) het diploma van doctor, licentiaat of ingenieur, in ongeacht welk vak, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

d) het diploma uitgereikt door een talmoedische school (Yeshiva) of een Belgisch of buitenlands seminarie voor Israëlitisch godsdienstonderwijs, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de tweede hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

e) het hoger diploma in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

f) het getuigschrift in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

g) het bijzonder getuigschrift in de hedendaagse hebreeuwse taal en letterkunde, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

h) het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie.

#### 2° Secundair onderwijs in de lagere graad.

a) meesterschap in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

b) het diploma bijzonder licentiaat in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

c) het diploma van doctor, licentiaat of ingenieur, in ongeacht welk vak, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

d) het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door de daartoe ingestelde examencommissie van de Franse Gemeenschap, een getuigschrift van middelbare technische normaal cursussen, een diploma van pedagogische bekwaamheid of een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, en met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie

e) het diploma uitgereikt door een talmoedische school (Yeshiva) of een Belgisch of buitenlands seminarie voor Israëlitisch godsdienstonderwijs, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

f) het hoger diploma in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

g) het getuigschrift in de joodse geschiedenis, het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

h) het bijzonder getuigschrift in de hedendaagse hebreeuwse taal en letterkunde, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

i) het getuigschrift in de joodse geschiedenis, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

j) het getuigschrift in het joodse gedachtegoed en de joodse beschaving, uitgereikt door het "Institut d'études du judaïsme", aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

k) het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie.

#### 3° Lager onderwijs.

a) het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbijn of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;



b) het getuigschrift van bekwaamheid tot het verstrekken van het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, mede ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de opperrabbin of de rabbijn verbonden aan het Consistorie;

c) de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de punten *f*), *g*), *h*), *i*) en *j*) van punt 2°.

#### C. Orthodoxe eredienst

1° Secundair onderwijs van de hogere graad :

a) het diploma van licentiaat in de orthodoxe theologie, uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

b) het getuigschrift dat betrekking heeft op ten minste drie leerjaren orthodoxe theologie, uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

c) het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

d) het diploma van licentiaat of ingenieur, uitgereikt na vier leerjaren in een universiteit, een universitair centrum, een instituut of een hogere school in België of in het buitenland, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

2° secundair onderwijs van de lagere graad :

a) het diploma van licentiaat in de orthodoxe theologie, uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

b) het getuigschrift dat betrekking heeft op ten minste drie leerjaren orthodoxe theologie, uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

c) het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

d) het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

e) het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door de daartoe ingestelde examencommissie van de Franse Gemeenschap, een getuigschrift van middelbare technische normaalcurssussen, een diploma van pedagogische bekwaamheid of een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, en met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

3° lager onderwijs :

a) het diploma van onderwijzer in de orthodoxe theologie, uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

b) het getuigschrift dat betrekking heeft op ten minste drie leerjaren orthodoxe theologie, uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

c) het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

d) het diploma van licentiaat in de orthodoxe theologie, uitgereikt door uitgereikt door een theologie-instituut/universiteit die door de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique" wordt erkend;

e) het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

f) het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

g) het diploma van onderwijzeres kleuteronderwijs, aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de "Eglise orthodoxe en Belgique";

#### D. De islamitische eredienst

1° Het secundair onderwijs van de hogere graad :

a) het diploma van licentiaat in de islamitische theologie, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor de islamitische theologie in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

b) het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

c) het diploma van licentiaat of ingenieur, behaald na minstens vier leerjaren in een universiteit of een hogeschool in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs en met een getuigschrift of een diploma van pedagogische bekwaamheid, beide erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

d) het diploma van licentiaat in de pedagogie, licentiaat in de psychologische wetenschappen en licentiaat in de opvoedkundige wetenschappen, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België.

2° Secundair onderwijs van de lagere graad :

*a)* het diploma van licentiaat in de islamitische theologie, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor de islamitische theologie in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*b)* het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*c)* het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door de daartoe ingestelde examencommissie van de Franse Gemeenschap, een getuigschrift van middelbare technische normaal cursussen, een diploma van pedagogische bekwaamheid of een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie en met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*d)* het diploma van kandidaat, na minstens twee leerjaren uitgereikt door een universiteit, een universitair centrum, een instituut of een hogeschool in België, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitische godsdienstonderwijs en met een getuigschrift of een diploma van pedagogische bekwaamheid, beide erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*e)* het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs en met een getuigschrift of een diploma van pedagogische bekwaamheid, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*f)* één van de in 1, punten *b)*, *c)*, *d)* vermelde diploma's.

3° Lager onderwijs :

*a)* het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*b)* het diploma van licentiaat in de islamitische theologie in België of in het buitenland, aangevuld met een pedagogisch getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*c)* het diploma van het einde van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een diploma van bekwaamheid tot het verstrekken van het islamitisch godsdienstonderwijs en met een diploma van pedagogische bekwaamheid, beide erkend of uitgereikt door de pedagogische commissie van de Moslimexecutieve van België;

*d)* één van de in 1°, punten *a)*, *b)*, *c)*, en *d)*, en in 2, punten *b)*, *c)*, *d)*, en *e)*.

E. Katholieke eredienst

1° Secundair onderwijs van de hogere graad :

*a)* het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair godsdienstonderwijs, uitgereikt door een hoger instituut voor godsdienstige wetenschappen;

*b)* het diploma van licentiaat, uitgereikt door de "Faculté de théologie de l'Université catholique de Louvain";

*c)* het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs;

*d)* het diploma van leraar normaalschool, licentiaat in de pedagogie, licentiaat in de pedagogische wetenschappen, licentiaat in de psychologische en pedagogische wetenschappen en licentiaat in de opvoedkundige wetenschappen;

*e)* de wettelijke of wetenschappelijke graad van licentiaat of ingenieur, na vier leerjaren behaald in een universiteit, een faculteit of een universitair centrum.

2° Secundair onderwijs van de lagere graad :

*a)* het diploma van geaggregeerde van het godsdienstonderwijs van de hogere secundaire graad, uitgereikt door een hoger instituut voor godsdienstige wetenschappen;

*b)* het diploma van geaggregeerde van het godsdienstonderwijs van de lagere secundaire graad;

*c)* het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs;

*d)* het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door de daartoe ingestelde examencommissie van de Franse Gemeenschap, een getuigschrift van middelbare technische normaal cursussen, een diploma van pedagogische bekwaamheid of een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie;

*e)* een getuigschrift betreffende twee filosofiejaren en minstens twee theologiejaren, met vrucht gevolgd in een seminarie, georganiseerd of erkend als gelijkwaardig door het hoofd van de eredienst;

*f)* het wettelijk of wetenschappelijk diploma van kandidaat, uitgereikt na twee leerjaren door een universiteit, een faculteit of een universitair centrum;

*g)* één van de in 1°, *b)*, *c)*, *d)*, en *e)* vermelde bekwaamheidsbewijzen.

3° Lager onderwijs :

*a)* het getuigschrift van gediplomeerde van het godsdienstonderwijs van de lagere graad;

b) het diploma van onderwijzer lager onderwijs;

c) een getuigschrift betreffende twee filosofiejaren en minstens twee theologiejaren, met vrucht gevolgd in een seminarie, georganiseerd of erkend als gelijkwaardig door het hoofd van de eredienst;

d) en van de in 2°, b), c), d), en f) vermelde bekwaamheidsbewijzen.

§ 2. Onder de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, kunnen eveneens gelden als getuigschrift bedoeld in artikel 24*bis* van dit decreet, deze die hun equivalent in de vorige paragraaf hebben.”.

**Art. 27.** In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel 293*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 293*ter*. Bij wijze van overgangsmaatregel, in afwachting van de oprichting van de getuigschriften bepaald in artikel 24*bis*, tweede lid van dit decreet, en uiterlijk tot 1 september 2019, is het bezit van die getuigschriften voor de uitoefening van de ambten van zedenleer niet vereist.”.

**Art. 28.** In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel 293*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 293*quater*. Op 1 september 2019, kunnen de in vast verband benoemde of aangeworven personeelsleden, stagiairs of prioritaire of beschermde tijdelijke personeelsleden, die de maatregel bepaald in artikel 293*bis* of in artikel 293 ter hebben genoten, hun benoeming of hun aanwerving in vast verband of hun statuut van stagiair, prioritair of beschermd tijdelijk personeelslid behouden. ”.

**Art. 29.** In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel 293*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 293*quinquies*. De personeelsleden die in tijdelijk verband worden aangeworven of tewerkgesteld of die in vast verband worden benoemd of aangeworven in een godsdienst-ambt voordat dit decreet in werking treedt, worden geacht in het bezit te zijn van het in artikel 24 ter van dit decreet bedoelde visum.”.

#### HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 30.** In artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden het eerste lid, het tweede lid en het derde lid afgeschaft.

#### HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingsbepalingen voor de onderwijsetnetten*

*Afdeling 1.* — Bepalingen tot wijziging van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs

Onderafdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

**Art. 31.** In artikel 45, § 4, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Bij wijze van afwijkingsmaatregel, kan het eerste lid niet worden toegepast op de situaties die vallen onder de toepassing van de artikelen 264 en 266, eerste lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”.

Onderafdeling 2. — Wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap

**Art. 32.** In artikel 2*ter*, § 3, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juni 2013 betreffende de afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde voor de uitoefening van wervings- en selectieambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt het laatste lid afgeschaft.

**Art. 33.** Artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 25 oktober 1971 wordt gewijzigd als volgt :

1° tussen de woorden “Artikel 4.” en de woorden “Niemand kan” worden de woorden “§ 1” ingevoegd;

2° in punt 5° worden de woorden “houder zijn van een van de als bijlage bij dit decreet bepaalde bekwaamheidsbewijzen” vervangen door de woorden “5° houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, vastgesteld door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in verband met het toe te kennen ambt;”;

3° in punt 6° worden de woorden “, een ontslag bij wijze van tuchtmaatregel of een afzetting,” ingevoegd tussen de woorden “bij wijze van tuchtmaatregel” en “die in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerd onderwijs”;

4° in punt 9° worden de woorden “mits de naleving van een opzegtermijn” ingevoegd tussen de woorden “ontslag” en “wegens zware fout” ;

5° er wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt : “10° geen preventieve schorsing hebben ondergaan wegens een tenlastelegging in het kader van strafvervolgingen, een niet definitieve veroordeling tot straf waartegen het personeelslid gebruik heeft gemaakt van zijn gewone beroepsrechten”;

6° het tweede lid wordt vervangen als volgt : “Het in artikel 5<sup>quater</sup> bedoelde personeelslid, dat ziek is, met bevallingsverlof is, of die een door een arbeidsongeval veroorzaakte arbeidsongeschiktheid ondergaat, overeenkomstig artikel 6”;

7° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt : “§ 2. Niemand kan een eerste aanstelling in tijdelijk verband genieten als hij geen houder is van een visum van de bevoegde overheid van de betrokken eredienst, vastgesteld door de Regering krachtens artikel 24 ter van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”.

**Art. 34.** Artikel 4<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : “op de voordracht van het hoofd van de eredienst of diens afgevaardigde” worden opgeheven.

**Art. 35.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : “Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 4, 5°, kan de Minister een kandidaat tijdelijk aanstellen die houder is van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen zoals die bepaald zijn voor het toe te kennen ambt. Onder voldoende bekwaamheidsbewijzen wordt verstaan, de voldoende bekwaamheidsbewijzen zoals die door de Regering bepaald zijn krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 2. Nadat de lijst van de kandidaten voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke, houder van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen en tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen die voor het toe te kennen ambt worden vastgesteld, opgebruikt is, kan de Minister een kandidaat die houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen zoals opgesomd door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, tijdelijk aanstellen.

§ 3. Nadat de lijst van de kandidaten voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke, houder van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, opgebruikt is, kan de Minister, na advies van de netoverschrijdende commissie voor de bekwaamheidsbewijzen, bedoeld in artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, een kandidaat tijdelijk aanstellen die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs.

§ 4. De kandidaat die houder is van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, over wie, in hetzelfde ambt, twee ongunstige inspectieverslagen werden opgesteld of twee ongunstige verslagen werden opgemaakt van het inrichtingshoofd onder wiens toezicht of gezag hij werd geplaatst, kan door de Minister niet worden aangesteld vanaf het volgende schooljaar, in afwijking van artikel 4, 5°.

De kandidaat die houder is van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, over wie, in hetzelfde ambt, twee ongunstige inspectieverslagen werden opgesteld of twee ongunstige verslagen werden opgemaakt van het inrichtingshoofd onder wiens toezicht of gezag hij werd geplaatst, kan door de Minister niet worden aangesteld vanaf het volgende schooljaar, in afwijking van artikel 4, 5°.

Voor de toepassing van de twee vorige leden, wordt een ongunstig verslag dat een periode van minder dan dertig dagen dekt, niet in aanmerking genomen, als daarop in het betrokken ambt een gunstig verslag volgt dat een periode van minstens 180 dagen dekt.

Als de kandidaat die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs, gedurende een schooljaar, één of meer aanstellingen heeft genoten die werden verricht op grond van paragraaf 3, kan de Minister hem gedurende het volgende schooljaar alleen aanstellen, in afwijking van artikel 4, 5°, als de kandidaat geen ongunstig verslag heeft gekregen van het inrichtingshoofd onder wiens toezicht of gezag hij werd geplaatst. Een ongunstig verslag dat een periode van minder dan dertig dagen dekt, wordt niet in aanmerking genomen.

De tijdelijke aanstelling van een persoon treedt buiten werking op het einde van het schooljaar gedurende hetwelk hij werd aangesteld.”.

**Art. 36.** Artikel 5<sup>quater</sup> van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : “Art. 5<sup>quater</sup>. § 1. Voor elk van de toe te kennen wervingsambten, worden de kandidaten die zich regelmatig kandidaat hebben gesteld en die voldoen aan de vereiste voorwaarden gerangschikt op grond van de zone-voorkeur die ze hebben uitgesproken en volgens het bekwaamheidsbewijs waarvan ze houder zijn. Onder bekwaamheidsbewijs wordt verstaan, een bekwaamheidsbewijs, zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 2. De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen worden in drie groepen gerangschikt. In die groepen worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal kandidaturen die voor het(de) ambt(en) waarnaar ze solliciteren, werden ingediend.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die, gedurende minstens 240 dagen, diensten hebben gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in één van de ambten dat behoort tot de gekozen godsdienst, en die voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toegang tot dat ambt, zoals die in artikel 4 bepaald zijn.

In de tweede groep, worden alle kandidaten gerangschikt die, gedurende minstens 240 dagen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in één van de ambten dat tot de gekozen godsdienst behoort, geen diensten hebben gepresteerd, en die voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toegang tot dat ambt, zoals die in artikel 4 bepaald zijn.

In de derde groep worden alle kandidaten gerangschikt die voldoen aan alle in artikel 4 bepaalde voorwaarden, met uitzondering van punt 8 van die bepaling.

§ 3. De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen worden in drie groepen gerangschikt. In die groepen worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal kandidaturen die voor het(de) ambt(en) waarnaar ze solliciteren, werden ingediend.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die, gedurende minstens 240 dagen, diensten hebben gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in één van de ambten dat behoort tot de gekozen godsdienst, en die voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toegang tot dat ambt, zoals die in artikel 4 bepaald zijn, met uitzondering van punt 5.

In de tweede groep, worden alle kandidaten gerangschikt die, gedurende minstens 240 dagen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in één van de ambten dat tot de gekozen godsdienst behoort, geen diensten hebben gepresteerd, en die voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toegang tot dat ambt, zoals die in artikel 4 bepaald zijn, met uitzondering van punt 5.

In de derde groep worden alle kandidaten gerangschikt die voldoen aan alle in artikel 4 bepaalde voorwaarden, met uitzondering van de punten 5 en 8 van die bepaling.

§ 4. De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen worden in drie groepen gerangschikt. In die groepen worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal kandidaturen die voor het(de) ambt(en) waarnaar ze solliciteren, werden ingediend.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die, gedurende minstens 240 dagen, diensten hebben gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in één van de ambten dat behoort tot de gekozen godsdienst, en die voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toegang tot dat ambt, zoals die in artikel 4 bepaald zijn, met uitzondering van punt 5.

In de tweede groep, worden alle kandidaten gerangschikt die, gedurende minstens 240 dagen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in één van de ambten dat tot de gekozen godsdienst behoort, geen diensten hebben gepresteerd, en die voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toegang tot dat ambt, zoals die in artikel 4 bepaald zijn, met uitzondering van punt 5.

In de derde groep worden alle kandidaten gerangschikt die voldoen aan alle in artikel 4 bepaalde voorwaarden, met uitzondering van de punten 5 en 8 van die bepaling.

§ 5. De kandidaten die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs worden gerangschikt naargelang ze al dan geen pedagogisch bekwaamheidsbewijs bezitten. Voorrang wordt verleend aan de kandidaat die houder is van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.

Als de kandidaat geen pedagogisch bekwaamheidsbewijs bezit, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die gedurende het vorige jaar diensten heeft gepresteerd en die geen ongunstig verslag van het inrichtingshoofd of de inspectie heeft gekregen.

Zo niet, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die het bewijs kan leveren van het grootste aantal schooljaren gedurende welke hij een aanstelling als leermeester godsdienst of leraar godsdienst in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs heeft genoten.”

**Art. 37.** In artikel 5*quinquies*, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “derde lid” opgeheven.

**Art. 38.** In artikel 5*septies* van hetzelfde besluit, worden de woorden “wordt elke kandidaat van de eerste groep ingelicht over zijn volgorde in het klasement” vervangen door de woorden “die houder is van het bekwaamheidsbewijs dat tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen behoort, op de hoogte gebracht van zijn rangschikking”.

**Art. 39.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : “Art. 6. § 1. De kandidaten voor een tijdelijke aanstelling worden door de Regering in dienst geroepen in de volgorde van hun rangschikking, waarbij rekening wordt gehouden met zijn zone-voorkeur.

De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen hebben voorrang boven de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorieën van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en de schaarstebekwaamheidsbewijzen.

De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen hebben voorrang boven de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen.

Binnen de groepen bedoeld in artikel 5*quater*, hebben de kandidaten van de eerste groep voorrang boven de kandidaten van de tweede en derde groep.

De kandidaten van de tweede groep hebben voorrang boven de kandidaten van de derde groep.

De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen hebben voorrang boven de kandidaten die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs.

§ 2. De personeelsleden die in een ambt in vast verband benoemd zijn en die houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor een ander ambt waarin ze hun tijdelijke aanstelling aanvragen, worden opgenomen in de in artikel 5*quater*, § 2 bedoelde rangschikking. Het aantal kandidaturen dat hun wordt toegekend, is het aantal volledige jaren dienstanciënniteit, berekend op de datum vastgesteld bij de oproep tot de kandidaten, overeenkomstig artikel 47*undecies*.

§ 3. Bij gelijk aantal ingediende kandidaturen, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die ofwel het vereiste bekwaamheidsbewijs, ofwel het voldoende bekwaamheidsbewijs, ofwel het schaarstebekwaamheidsbewijs, sedert het grootste aantal jaren bezit, volgens het burgerlijk jaar waarin het bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt werd verleend.

Bij gelijk aantal jaren, wordt voorrang verleend aan het oudste lid.

De langdurige diensten worden bij voorkeur toegekend aan de kandidaten met de grootste voorrang.

§ 4. Het bij artikel 5*quater*, § 2 bedoelde tijdelijk personeelslid, dat zijn taak op voldoende wijze heeft volbracht, wordt, tenzij het een andere beslissing neemt, opnieuw aangesteld in de inrichting waarin het tijdens het vorige schooljaar geaffecteerd was. De voorrang die het geniet, kan niet worden tegengesteld aan de voorrang voor de aanstelling van een beter gerangschikte kandidaat.

Er wordt een afschrift van de aanstellingsakte aan het hoofd van de eredienst meegegeedeld.”.

**Art. 40.** Artikel 6bis van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, wordt 1° vervangen als volgt : “de tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 5quater, § 5, in de omgekeerde volgorde van de prioriteiten;”;

2° in § 1 wordt een punt 1°bis ingevoegd, luidend als volgt : “1°bis . de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 5quater, § 4, vierde lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

3° in § 1 wordt een punt 1 ter ingevoegd, luidend als volgt : “1°ter. de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 5quater, § 4, derde lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

4° in § 1 wordt een punt 1°quater ingevoegd, luidend als volgt : “1°quater. de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 5quater, § 4, tweede lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

5° § 1, 2° wordt vervangen door een punt 2°, luidend als volgt : “2° de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 5quater, § 3, vierde lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

6° in § 1, wordt een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt : “2°bis de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 5quater, § 3, derde lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

7° in § 1, wordt een punt 2° ter ingevoegd, luidend als volgt : “2°ter de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 5quater, § 3, tweede lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

8° in § 1, wordt een punt 2°quater ingevoegd, luidend als volgt : “2°quater de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 5quater, § 2, vierde lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

9° in § 1, wordt een punt 2°quinqies ingevoegd, luidend als volgt : “2°quinqies de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 5quater, § 2, derde lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

10° in § 1, wordt 3° van hetzelfde besluit vervangen als volgt : “3° de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 5quater, § 2, tweede lid, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

11° in § 2 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : “Bij wijze van afwijking, in het gespecialiseerd onderwijs, is het vorige lid niet van toepassing indien de tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst die de vacante betrekking bekleedt, het bewijs van een bijzondere bekwaamheid kan leveren. Het bewijs van een bijzondere bekwaamheid om zijn betrekking te behouden, wordt geleverd door het tijdelijke personeelslid dat een specifieke of aanvullende opleiding heeft gevolgd in verband met het uitgeoefende ambt, bekrachtigd door een document dat wordt opgesteld door de instelling die deze opleiding heeft verstrekt. Die instelling moet voorkomen in de lijst die door de algemeen overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs wordt vastgesteld.”;

12° in § 2, aangezien het tweede lid het derde lid wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt a) wordt vervangen door een a), luidend als volgt : “a) van de tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs;”;

b) punt b) wordt vervangen door een b), luidend als volgt : “b), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de derde groep, bedoeld in artikel 5quater, vierde lid;”;

c) punt c) wordt vervangen door een c), luidend als volgt : “c), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep, bedoeld in artikel 5quater, § 4, derde lid;”;

d) punt d) wordt vervangen door een d), luidend als volgt : “d), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep, bedoeld in artikel 5quater, § 4, tweede lid;”;

e) er wordt een e) ingevoegd, luidend als volgt : “e), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de derde groep, bedoeld in artikel 5quater, § 3, vierde lid;”;

f) er wordt een f) ingevoegd, luidend als volgt : “f), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep, bedoeld in artikel 5quater, § 3, derde lid;”;

g) er wordt een g) ingevoegd, luidend als volgt : “g), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep, bedoeld in artikel 5quater, § 3, tweede lid;”;

h) er wordt een h) ingevoegd, luidend als volgt : “h), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de derde groep, bedoeld in artikel 5quater, § 2, vierde lid;”;

i) er wordt een i) ingevoegd, luidend als volgt : “i), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep, bedoeld in artikel 5quater, § 2, derde lid;”;

j) er wordt een j) ingevoegd, luidend als volgt : “j), dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijke personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep, bedoeld in artikel 5quater, § 2, tweede lid;”;

13° in § 2, aangezien het derde lid het vierde lid wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt a) wordt vervangen door een a), luidend als volgt : “a) eerst, van een ander tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs;”;

b) punt b) wordt vervangen door een b), luidend als volgt : “b) dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep, bedoeld in artikel 5quater, vierde lid;”;

c) punt c) wordt vervangen door een c), luidend als volgt : “c), dan, van een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep, bedoeld in artikel 5quater, § 4, derde lid;”;

d) er wordt een d) ingevoegd, luidend als volgt : “d), dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de eerste groep, bedoeld in artikel 5quater, § 4, tweede lid;”;

e) er wordt een e) ingevoegd, luidend als volgt : “e), dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep, bedoeld in artikel 5quater, § 3, vierde lid;”;

f) er wordt een f) ingevoegd, luidend als volgt : “f), dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep, bedoeld in artikel 5quater, § 3, derde lid;”;

g) er wordt een g) ingevoegd, luidend als volgt : “g), dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de eerste groep, bedoeld in artikel 5<sup>quater</sup>, § 3, tweede lid;”;

h) er wordt een h) ingevoegd, luidend als volgt : “h), dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep, bedoeld in artikel 5<sup>quater</sup>, § 2, vierde lid;”;

i) er wordt een i) ingevoegd, luidend als volgt : “i), dan, van een ander tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep, bedoeld in artikel 5<sup>quater</sup>, § 2, derde lid;”;

j) er wordt een j) ingevoegd, luidend als volgt : “j), en, bij ontstentenis daarvan, van het onmiddellijk beter gerangschikte tijdelijk personeelslid van de eerste groep.”.

**Art. 41.** In artikel 6 ter van hetzelfde besluit, worden de woorden “De kandidaat van de eerste groep bedoeld in artikel 5<sup>quater</sup>, 3e lid, die een tijdelijke aanstelling afwijst” vervangen door de woorden “De in artikel 5<sup>quater</sup> bedoelde kandidaat die een tijdelijke aanstelling afwijst”.

**Art. 42.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “na beraadslaging van het hoofd van de eredienst” en “na beraadslaging van het hoofd van de eredienst, ofwel op gemotiveerd voorstel van het hoofd van de eredienst” geschrapt;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden “het hoofd van de eredienst of” geschrapt;

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden “of het hoofd van de eredienst” geschrapt;

4° in § 3, derde lid, worden de woorden “of door het hoofd van de eredienst” geschrapt;

5° in § 3, vierde lid, worden de woorden “het hoofd van de eredienst of” geschrapt.

**Art. 43.** Artikel 9<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 44.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 5°, worden de woorden “houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen opgenomen in bijlage bij dit besluit met betrekking tot het te begeven ambt” vervangen door de woorden “Houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, dat door de Regering wordt vastgesteld in verband met het toe te kennen ambt, of afwijkingen die in artikel 5 bedoeld zijn, hebben genoten gedurende minstens 150 dagen dienst in het ambt, voor het tijdelijk personeelslid, houder van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, en gedurende minstens 300 dagen dienst in het ambt, verdeeld over minstens 2 schooljaren, voor het tijdelijk personeelslid, houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen;”;

2° in het eerste lid, 9°, worden de woorden “een ontslag bij wijze van tuchtmaatregel of een afzetting” ingevoegd tussen de woorden “wegens tuchtmaatregel” en de woorden “in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs”;

3° in het eerste lid, 11°, worden de woorden “, mits naleving van een opzeggingstermijn,” ingevoegd tussen het woord “ontslag” en de woorden “wegens zware fout”;

4° er wordt een punt 12° ingevoegd, luidend als volgt : “12° houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, bepaald door de Regering.”.

**Art. 45.** In artikel 13 ter van hetzelfde besluit, wordt het woord “vereiste” geschrapt.

**Art. 46.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 1° wordt het woord “enkel” geschrapt;

2° in punt 1°, worden de woorden “, het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs,” ingevoegd tussen de woorden “vereist bekwaamheidsbewijs” en de woorden “voor het ambt waarvoor”.

**Art. 47.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, in § 2, worden de woorden “van het hoofd van de eredienst,” geschrapt.

**Art. 48.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “na beraadslaging van het hoofd van de eredienst” en “na beraadslaging van het hoofd van de eredienst, ofwel op gemotiveerd voorstel van het hoofd van de eredienst” geschrapt;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden “of het hoofd van de eredienst” geschrapt;

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden “of aan het hoofd van de eredienst naargelang het geval” geschrapt;

4° in § 3, vijfde lid, worden de woorden “door het hoofd van de eredienst of” geschrapt.

**Art. 49.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid afgeschaft.

**Art. 50.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Zij brengt er eveneens het hoofd van de eredienst op de hoogte van.” geschrapt.

**Art. 51.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 52.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, vierde lid, worden de woorden “het hoofd van de eredienst of” geschrapt.

**Art. 53.** In artikel 37 van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 54.** Artikel 37<sup>quinquies</sup>, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door een § 1, luidend als volgt : “§ 1. Het personeelslid dat het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad geniet de regeling bepaald in afdeling 2, als hij een tijdelijk personeelslid is, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, in afdeling 3, als hij een tijdelijk personeelslid is, houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, in afdeling 4, als hij een tijdelijk personeelslid is, houder van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, in afdeling 4<sup>bis</sup>, als hij een tijdelijk personeelslid is, houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, in afdeling 5, als hij tot de stage wordt toegelaten, en in afdeling 6, als hij in vast verband wordt benoemd.”.

**Art. 55.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VIII ter van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : “Afdeling 2. Recht op een nieuwe aanstelling van de tijdelijke personeelsleden, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs.”.

**Art. 56.** Artikel 37*sexies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “Het niet geklasseerde tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “Het tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “het niet geklasseerde tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “het tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° in § 2, 1°, wordt het woord “geklasseerde kandidaat” vervangen door de woorden “kandidaat die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

4° § 3 wordt vervangen door een § 3, luidend als volgt : “Wanneer aan het personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, bedoeld in deze afdeling, geen nieuwe aanstelling kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door een tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs aan wie zij oplegt om te wisselen met het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.”;

5° § 6 wordt opgeheven.

**Art. 57.** Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk VIII ter van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : “Afdeling 3. Recht op een nieuwe aanstelling van de tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 5*quater* § 4”.

**Art. 58.** Artikel 37*septies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5*quater*, 4<sup>de</sup> lid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen”;

2° in § 3, eerste lid, 1°, worden de woorden “tijdelijk niet geklasseerd personeelslid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° in § 3, eerste lid, 2°, worden de woorden “tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5*quater*, 4<sup>de</sup> lid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen”;

4° in § 6, eerste lid worden de woorden “geklasseerd tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen”;

5° in § 6, tweede lid, worden de woorden “tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen”.

**Art. 59.** Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk VIII ter van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : “Afdeling 4. - Recht op een nieuwe aanstelling van de tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 5*quater* § 3”.

**Art. 60.** In hetzelfde besluit, in afdeling 4 van hoofdstuk VIII*ter*, wordt een artikel 37*septiesbis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 37*septiesbis*.- § 1. Het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, en dat het slachtoffer werd van een gewelddaad, kan een aanstelling aanvragen in een andere inrichting met naleving van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling zal enkel in aanmerking worden genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet ten einde loopt vóór het verlopen van de termijn van één maand vanaf de indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behalve als er een toestemming is van het betrokken personeelslid. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het personeelslid dat het voorwerp is van zulke aanstelling geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De Regering stelt het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling aan :

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de kandidatuurakte bedoeld in de artikelen 5*bis* en 5*ter*, rekening houdend met de zone-voorkeur;

of

2° in de betrekking van hetzelfde ambt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt om te wisselen.

Het 1<sup>ste</sup> lid, 2° geldt enkel voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 3. Wanneer aan het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs aan wie zij een omwisseling oplegt;

2° bij ontstentenis daarvan, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, aan wie zij oplegt om te wisselen.

2*bis*. bij ontstentenis daarvan, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, aan wie ze een omwisseling oplegt;



Het vorige lid is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 4. De periode van betaald verlof, dat het personeelslid, dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, en arbeidsongeschikt is als gevolg van dit voorval, geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid werd erkend als niet in staat zijnde om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, kan hij niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van deze gewelddaad voor het schooljaar dat volgt op het jaar waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, tenzij met zijn toestemming. Deze aanvraag wordt evenwel enkel in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei bij de Regering terechtkomt.

§ 6. In afwijking van artikel 4, 8°, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een tijdelijke aanstelling voor het volgende schooljaar, de keuze van de zone(s) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 27 maart 1998.

In afwijking van artikel 12, 12°, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor de toelating tot de stage voor het volgende schooljaar, de keuze van de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 27 maart 1998. Deze aanvraag wordt evenwel enkel in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei bij de Regering terechtkomt.

**Art. 61.** In hoofdstuk VIII<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, wordt een nieuwe afdeling *4bis* ingevoegd, luidend als volgt : “Afdeling *4bis*. Recht op een nieuwe aanstelling van de tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel *5quater* § 2.”.

**Art. 62.** Artikel *37octies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “tijdelijk personeelslid geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel *5quater*, 3<sup>de</sup> lid,” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de in artikel *5quater*, § 2, bedoelde bekwaamheidsbewijzen”;

2° in § 3, eerste lid, 1°, worden de woorden “niet geklasseerd tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° in § 3, 2°, worden de woorden “tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel *5quater* 3e lid,” vervangen door de woorden “dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen”;

4° in § 3, wordt een *2°bis* ingevoegd, luidend als volgt : “*2°bis* bij ontstentenis daarvan, door een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, aan wie zij een omwisseling oplegt”;

5° in § 6, eerste lid, worden de woorden “geklasseerd tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen,”;

6° in § 6, tweede lid, worden de woorden “geklasseerd tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “houder van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen,”;

**Art. 63.** Artikel *37nonies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 3, eerste lid, 1°, worden de woorden “niet geklasseerd tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in § 3, 2°, worden de woorden “tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel *5quater*, 4e lid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen,”;

3° in § 3, wordt een *2°bis* ingevoegd, luidend als volgt : “*2°bis* bij ontstentenis daarvan, door een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, aan wie zij een omwisseling oplegt”.

**Art. 64.** Artikel *37decies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 3, eerste lid, 1°, worden de woorden “niet geklasseerd tijdelijk personeelslid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”;

2° in § 3, 2°, worden de woorden “tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel *5quater*, 4e lid” vervangen door de woorden “tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen,”;

3° in § 3, wordt een *2°bis* ingevoegd, luidend als volgt : “*2°bis* bij ontstentenis daarvan, door een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, aan wie zij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de zone-voorkeur die wordt geuit in de in § 1 bedoelde aanvraag”.

**Art. 65.** In artikel 41 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid afgeschaft.

**Art. 66.** In artikel 45 van hetzelfde besluit, wordt het laatste lid afgeschaft.

**Art. 67.** De bijlage bij datzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt A, worden de §§ 2, 3 en 4 opgeheven;

2° in punt B, worden de §§ 2, 3 en 4 opgeheven;

3° in punt C, worden de §§ 2, 3 en 4 opgeheven;

4° in punt D, worden de §§ 2, 3 en 4 opgeheven;

5° in punt E, worden de §§ 2, 3 en 4 opgeheven.

*Afdeling 2:* — Wijzigingsbepalingen eigen aan het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Onderafdeling 1 : — Wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

**Art. 68.** In artikel 2, tweede lid, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, vervangen bij het decreet van 8 februari 1999 en zoals gewijzigd op 1 september 2016 bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “behoudens voor de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt.

**Art. 69.** In artikel 3, § 20, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 1998, bij het decreet van 8 februari 1999, bij het decreet van 19 december 2002, bij het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten en zoals gewijzigd op 1 september 2016 bij het voornoemde decreet van 11 april 2014, worden de woorden “behoudens voor de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt.

**Art. 70.** In artikel 29<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003, bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, gewijzigd op 1 september 2016 bij het voornoemde decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 5°, derde streepje, worden de woorden “met uitsluiting van de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt;

2° in punt 7°, tweede streepje, worden de woorden “met uitsluiting van de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt;

3° in punt 16°, worden de woorden “met uitsluiting van de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt.

**Art. 71.** In artikel 30 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995, 19 december 2002 en 20 juni 2013, wordt § 2 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. De leermeesters en leraars godsdienst, die tijdelijk door de inrichtende macht geworven zijn, moeten, vóór hun aanwerving, houder zijn van het visum van de bevoegde overheid van de betrokken eredienst zoals bepaald bij artikel 24 ter van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”

**Art. 72.** In artikel 34 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 december 2002 en zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, bij § 2, tweede streepje, worden de woorden “met uitsluiting van de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt.

**Art. 73.** In artikel 35 van hetzelfde decreet, hersteld bij het decreet van 19 december 2002 en zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, bij § 1, derde lid, worden de woorden “met uitsluiting van de ambten van leermeesters en leraars godsdienst” geschrapt.

**Art. 74.** In artikel 41 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 december 2002, wordt paragraaf 2 afgeschaft.

**Art. 75.** In artikel 42 van het voornoemde decreet, zoals gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 8 februari 1999 en 19 december 2002, 8 mei 2003, 2 juni 2006, 8 maart 2007, 30 april 2009 en 20 juni 2013 en bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, tweede lid, worden de woorden « met uitsluiting van de ambten van leermeesters en lerarrs godsdienst » geschrapt ;

2° paragraaf 2 wordt geschrapt.

**Art. 76.** In artikel 71<sup>septies</sup> van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 8 maart 2007, wordt paragraaf 4 afgeschaft.

**Art. 77.** In artikel 73 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002 en 30 april 2009, wordt paragraaf 2 afgeschaft.

**Art. 78.** In artikel 74 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 19 december 2002, 4 mei 2005, 13 december 2007 en 12 juli 2012, wordt paragraaf 4 afgeschaft.

**Art. 79.** In artikel 81 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 december 2002, en gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 12 juli 2012 wordt paragraaf 2 afgeschaft.

Onderafdeling 2. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

**Art. 80.** Artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt met een paragraaf 2 aangevuld, luidend als volgt:

“ § 2. Na de maatregelen uitgevoerd te hebben bedoeld bij § 1, moet de Inrichtende macht die ertoe gebracht wordt de opdracht van een personeelslid te beperken dat op 31 augustus 2016 benoemd was in een ambt dat gesplitst werd met toepassing van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de

Frans Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, alvorens het ter beschikking te stellen in het ambt waarvoor er urenverlies geleden wordt, hem de uren toekennen die voortvloeien uit de splitsing.

Nochtans, kan deze operatie enkel gebeuren voor zover het personeelslid houder is van een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs voor het ambt dat voortvloeit uit de splitsing, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij artikel 264, § 1 van hetzelfde decreet.

Daarenboven geschiedt de terugvordering van de uren van genoemde ambten met inachtneming van de volgorde vermeld in § 1 en van de dienstanciënniteit onder de betrokken personeelsleden die vast benoemd zijn.”.

Onderafdeling 3. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs

**Art. 81.** In artikel 5, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de personeelsleden die een benoeming in vast verband genieten vóór 1 september 2016, betreft deze terugvordering ook alle uren die verband houden met een ander ambt voortvloeiend uit de splitsing van een ambt vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, en waarvoor dit personeelslid op 31 augustus 2016 over en vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs beschikte, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij artikel 264, § 1, van hetzelfde decreet”.

2° Het vroegere tweede lid twee wordt het derde lid.”.

Onderafdeling 4. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

**Art. 82.** In artikel 5, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen het tweede lid en het derde lid wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Bij wijze van overgangsmaatregel, in het secundair onderwijs voor sociale promotie, voor de personeelsleden die een benoeming in vast verband genieten vóór 1 september 2016, betreft deze terugvordering ook alle uren die verband houden met een ander ambt voortvloeiend uit de splitsing van een ambt vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, en waarvoor dit personeelslid op 31 augustus 2016 over en vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs beschikte, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij artikel 264, § 1, van hetzelfde decreet”.

2° Het vroegere derde lid wordt het vierde lid.”.

Onderafdeling 5: — Wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst

**Art. 83.** In artikel 1 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“3° De bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 12bis, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden door de Regering bepaald krachtens hoofdstuk 4 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”;

2° in punt 9°, worden de woorden “bedoeld bij artikel 6, B, a), 2., Bbis, a), 3., C, a), 3., en D, a), 3., van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen” worden vervangen door de woorden “bepaald door de Regering krachtens hoofdstuk 2 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”;

3° er wordt een punt 10° toegevoegd, luidend als volgt: “10° onder “nieuwaanwerving” dient verstaan te worden de aanwerving zoals bepaald bij artikel 25 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”.

**Art. 84.** In artikel 3 van hetzelfde decreet, worden de woorden “aangesteld op de voordracht van het hoofd van de eredienst” vervangen door de woorden “aangesteld na het visum te hebben verkregen van het hoofd van de eredienst”.

**Art. 85.** In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid afgeschaft.

**Art. 86.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vijfde lid worden de woorden “en aan het hoofd van de eredienst” geschrapt;

2° in het zesde lid wordt de zin “Er wordt een afschrift van aan het hoofd van de dienst overgezonden” geschrapt.

**Art. 87.** In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, eerste lid, worden de woorden “en voor zover het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dat ambt vereist is” vervangen door de woorden “en voor zover het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dat ambt vereist is of van een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “en voor zover het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dat ambt vereist is” vervangen door de woorden “en voor zover het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dat ambt vereist is of van een voldoende bekwaamheidsbewijs”.

**Art. 88.** In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juni 2013 betreffende de afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde voor de uitoefening van wervings- en selectieambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf:

a) in punt 4° lid, worden de woorden “houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt” vervangen door de woorden “houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt of van een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

b) de paragraaf wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt:

“8° houder zijn van een visum van de bevoegde overheid van de betrokken eredienst zoals bepaald bij artikel 24 ter van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. In afwijking van § 1, 4°, bij een nieuwaanwerving, kan de inrichtende macht, tijdelijk en mits inachtneming van de regels bepaald bij hoofdstuk 4 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs:

1° als er geen houders meer zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, een kandidaat die houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs van de categorie die bepaald is voor het toe te kennen ambt. Onder voldoende bekwaamheidsbewijs wordt verstaan een voldoende bekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

2° als er geen houders meer zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen en van de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bepaald voor het toe te kennen ambt, een kandidaat die houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3° als er geen houders meer zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, van de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen en na advies van de Netoverschrijdende commissie voor de bekwaamheidsbewijzen (“Commission inter réseaux des titres de capacité” – CITI/CAP) bedoeld bij artikel 38 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, een kandidaat die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs.”.

**Art. 89.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 90.** In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in het eerste lid, worden de woorden “houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “houder zijn van een van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen in verband met het toe te kennen ambt”;

b) wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid:

“Dit personeelslid moet houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering”

c) in het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, wordt het woord “vereist” vervangen door de woorden “bedoeld bij de vorige paragraaf”;

2° in paragraaf 2:

a) in het eerste lid:

- worden de woorden “het hoofd van de eredienst” vervangen door de woorden “de bevoegde inspectiedienst”;

- worden de woorden “stelt het hoofd van de eredienst, bij wijze van voorrang, de tijdelijke aanstelling voor, als leermeester godsdienst of leraar godsdienst in een ambt waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, van” vervangen door de woorden “stelt het hoofd van de eredienst, bij wijze van voorrang, de tijdelijke aanstelling voor, als leermeester godsdienst of leraar godsdienst in een ambt waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, van”;

b) er wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

“Dit personeelslid moet houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering”;

c) in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden “het hoofd van de eredienst” vervangen door de woorden “de bevoegde inspectiedienst”;

d) in het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, wordt het woord “vereist” vervangen door de woorden “bedoeld bij deze paragraaf”;

3° in paragraaf 3:

a) worden de woorden “houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “houder zijn van een van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen in verband met het toe te kennen ambt”;

b) wordt een tweede lid, luidend als volgt, ingevoegd:

“Deze leermeesters en leraars godsdienst moeten houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering”;

4° in paragraaf 7 worden de woorden “het hoofd van de eredienst” vervangen door de woorden “de bevoegde inspectiedienst”.

**Art. 91.** In artikel 24, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juni 2013 betreffende de afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde voor de uitoefening van wervings- en selectieambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt punt 5° vervangen door hetgeen volgt:

“ 5° houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt en houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering;”;

2° in het vierde lid worden de woorden “en aan het hoofd van de eredienst” geschrapt;

3° in het zesde lid wordt de zin “Een afschrift van de beslissing wordt gericht aan het hoofd van de eredienst.” geschrapt.

**Art. 92.** In artikel 26, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “ofwel op initiatief van deze na raadpleging van het hoofd van de eredienst ofwel op de voordracht van het hoofd van de eredienst” geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden “of het hoofd van de eredienst, naar gelang van het geval” en de woorden “of het hoofd van de eredienst” geschrapt;

3° het zesde lid wordt geschrapt;

4° in het achtste lid worden de woorden “en aan het hoofd van de eredienst” geschrapt;

5° in het tiende lid wordt de zin “Wanneer het ontslag werd meegedeeld op de voordracht van het hoofd van de eredienst, dan is het advies van de Raad van beroep bindend voor de inrichtende macht.” geschrapt.

**Art. 93.** In artikel 28 van hetzelfde decreet, wordt het zevende lid geschrapt.

**Art. 94.** In artikel 29 van hetzelfde decreet, wordt het negende lid geschrapt.

**Art. 95.** In artikel 31, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juni 2013 betreffende de afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde voor de uitoefening van wervings- en selectieambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 5° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“ 5° houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt en houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, allebei bepaald door de Regering;”;

2° in het zesde lid worden de woorden “en aan het hoofd van de eredienst” geschrapt;

3° in het achtste lid wordt de zin “Een afschrift van de beslissing wordt gericht aan het hoofd van de eredienst.” geschrapt.

**Art. 96.** In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vijfde lid wordt de zin “Er wordt een afschrift van de benoemingsakte gericht aan het hoofd van de eredienst.” geschrapt;

2° in het elfde lid worden de woorden “waarin het vereiste bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd” vervangen door de woorden “waarin het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd”.

**Art. 97.** In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, wordt de zin “Er wordt een afschrift van de benoemingsakte aan het hoofd van de eredienst gericht.” geschrapt;

2° in paragraaf 2 wordt de zin “Ze brengt daar het hoofd van de eredienst op de hoogte van.” geschrapt.

**Art. 98.** In artikel 36 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 3 afgeschaft.

**Art. 99.** In artikel 38 van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 13 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “na raadpleging van het hoofd van de eredienst” geschrapt;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “en aan het hoofd van de eredienst” geschrapt;

3° in paragraaf 4, derde lid, wordt de zin “Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst gericht.” geschrapt.

**Art. 100.** In artikel 50 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 geschrapt.

**Art. 101.** In artikel 53 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “, naargelang het geval” en de woorden “of het hoofd van de betrokken eredienst,” geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden “, naargelang het geval” en de woorden “of het hoofd van de betrokken eredienst,” geschrapt.

**Art. 102.** In artikel 57, § 2, laatste lid, van hetzelfde decreet, wordt de zin “Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst gericht.” geschrapt.

**Art. 103.** In artikel 61, § 2, laatste lid, van hetzelfde decreet, wordt de zin “Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst gericht.” geschrapt.

**Art. 104.** In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2:

a) in het derde lid wordt de zin “Het personeelslid zendt een afschrift van zijn aanvraag aan het hoofd van de eredienst over behalve in de gevallen waar het Bestuur medische expertise (MEDEX) een ongunstig advies uitbrengt wat betreft het weer opnemen van het ambt in de betrokken instelling.” geschrapt;

b) in het vijfde lid wordt de zin “Het personeelslid zendt een afschrift van zijn aanvraag aan het hoofd van de eredienst over.” geschrapt;

2° in paragraaf 3, derde lid, wordt de zin “Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst gericht.” geschrapt.

**Art. 105.** In artikel 72 van hetzelfde decreet wordt het laatste lid geschrapt.

**Art. 106.** In artikel 74, § 1, van hetzelfde decreet, wordt de zin “Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld, deelt het mee aan het hoofd van de eredienst.” geschrapt.

**Art. 107.** In artikel 78 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “en aan het hoofd van de eredienst” geschrapt;

2° paragraaf 3 wordt geschrapt.

**Art. 108.** In artikel 83 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste ldi wordt punt 4° aangevuld met hetgeen volgt:

“Deze maatregel vindt plaats in de volgende volgorde:

a) er wordt eerst een einde gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die geen houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs, of van een schaarstebekwaamheidsbewijs voordat dit gebeurt voor de prestaties van een personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) daarna wordt er een einde gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs voordat dit gebeurt voor de prestaties van een personeelslid die houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) ten slotte wordt er een einde gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die houder zijn van een voldoende bekwaamheidsbewijs voordat dit gebeurt voor de prestaties van een personeelslid die houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs;”;

2° het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

“In afwijking van hetgeen voorafgaat, in het gespecialiseerd onderwijs, voor de toepassing van het eerste lid, is de definitie van het “ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst” opgenomen in artikel 1, 9°, niet van toepassing op het tijdelijk personeelslid dat zijn betrekking moet afstaan als gevolg van de toepassing van de vorig bedoelde maatregelen of door een reffectatie, en dat het bewijs levert van een bijzondere bekwaamheid.

Het bewijs van een bijzondere bekwaamheid wordt geleverd door het tijdelijk personeelslid dat:

- het ambt heeft uitgeoefend gedurende de duur die noodzakelijk is opdat de betrekking niet meer in aanmerking zou komen voor reffectatie en voorlopige terugroeping in activiteit, overeenkomstig artikel 91;

- of alhoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, het bewijs levert van een specifieke of aanvullende opleiding, die bekrachtigd wordt door een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft verstrekt. Deze instelling moet in de lijst opgenomen worden die door de Algemene overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs werd bepaald.”.

**Art. 109.** In artikel 84, § 1 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid opgeheven.

**Art. 110.** In artikel 92, § 2, van hetzelfde decreet, wordt het laatste lid afgeschaft

#### HOOFDSTUK 4. — *Verschillende wijzigingsbepalingen*

**Art. 111.** De artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, worden opgeheven.

**Art. 112.** In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de punten B, Bbis, C, D, Dbis, E opgeheven.

**Art. 113.** In het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de artikelen 5, 6, 10, 11 en 11ter, opgeheven.

**Art. 114.** In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden de artikelen 5, 6, 10, 11 en 11bis, opgeheven.

**Art. 115.** In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden de artikelen 5, 6, 10, 11 en 11bis, opgeheven.

**Art. 116.** In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de artikelen 5, 6, 10, 11 en 11bis, opgeheven.

**Art. 117.** In het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten, worden de artikelen, 5, 6, 8, 9 en 11, opgeheven.

**Art. 118.** In artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “in artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen.” vervangen door de woorden “in de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema’s tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs”.

**Art. 119.** In artikel 9 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, worden de woorden “in artikel 8, a), 1° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen” vervangen door de woorden “in de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema’s tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs”.

**Art. 120.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de woorden “in artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen” vervangen door de woorden “in de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema’s tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs”.

#### HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

**Art. 121.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2016, met uitzondering van artikel 20, dat op 1 september 2015 in werking treedt, en van de artikelen, 32, 34, 42, 47 tot 53, 65, 66, 74, 75, 2°, 76 tot 79, 85, 86, 89, 90, 2°, a, eerste streepje, 90, 2°, c, 90, 4°, 91, 2° en 3°, 92 tot 94, 95, 2° en 3°, 96, 1°, 97 tot 107 en 110, die in werking treden op de datum waarop het decreet waarbij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs op de inspecteurs van de filosofische cursussen toepasselijk wordt gemaakt, in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 juni 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 301-1. - Commissieamendementen, nr. 301-2. - Verslag, nr. 301-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. - Vergadering van 29 juni 2016.